

- een nota waarin gedetailleerd de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, kunnen beschikken;
- een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector, rekening houdend met de huidige bezetting van de site door de exploitanten;

**Art. 5.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, op 22 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,  
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2004/27138]

**22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) et Mouscron (Dottignies) (planche 37/2N)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Mouscron-Comines, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 juillet 1993 relatif à l'inscription de zones artisanales et du tracé de la RN511;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, notamment modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 20 décembre 1990, 7 mars 1991 et 29 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et adoptant l'avant-projet de modification de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) et Mouscron (Dottignies) à proximité de la zone d'activité économique de Pont Bleu - Barrière de Fer (planche 37/2N);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) et Mouscron (Dottignies) à proximité de la zone d'activité économique de Pont Bleu - Barrière de Fer (planche 37/2N);

Vu les réclamations et observations, émises lors des enquêtes publiques qui se sont déroulées à Estaimpuis et à Pecq entre le 25 octobre et le 8 décembre 2003 et à Mouscron entre le 31 octobre 2003 et le 15 décembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- l'affectation de la zone;
- l'impact sur l'emploi;
- l'accessibilité au site et la mobilité;
- l'impact sur la fonction agricole;
- les nuisances et risques de pollution;
- le régime des eaux;

Vu l'avis favorable sous condition du conseil communal d'Estaimpuis du 18 décembre 2003;

Vu l'avis du conseil communal de Pecq du 18 décembre 2003, défavorable sur le projet contenu dans l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 2003, mais favorable quant au projet présenté initialement (orientation Nord-Sud);

Vu l'avis favorable du conseil communal de Mouscron du 19 janvier 2004;

Vu l'avis défavorable relatif à la révision des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte de 32,8 ha, en extension de la zone d'activité économique de Pont Bleu et Barrière de Fer sur le territoire des communes de Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) et Mouscron (Dottignies), émis par la CRAT le 26 mars 2004;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que tant le CWEDD que la CRAT estiment que l'étude d'incidences est de qualité satisfaisante, même s'ils regrettent certains manquements, erreurs ou imprécisions, qui ne sont cependant pas de nature à vicier l'appréciation du projet, l'ensemble des éléments de fait indispensables à la décision du Gouvernement étant mis à sa disposition;

Considérant, en conséquence, que l'étude d'incidences rencontre le prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges; que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins et validation du projet

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté susdit du 18 octobre 2002, considéré que le territoire de l'Intercommunale d'étude et de gestion (IEG), considéré comme le territoire de référence dans le présent arrêté, présente, au terme de l'analyse menée par la DGEE, des besoins à 10 ans en terrains destinés à l'activité économique estimés à quelque 145 hectares de superficie nette, auxquels il convient d'ajouter forfaitairement 10% de superficie nécessaire à l'équipement technique de la zone, soit une superficie de quelque 160 hectares à inscrire en zone d'activité économique;

Considérant que l'arrêté du 18 octobre 2002 est fondé sur la considération que le territoire de référence subit une forte pression foncière, principalement sur les terres agricoles subsistantes, du fait de l'importance de l'urbanisation existante; et qu'il ne convient pas de renforcer cette pression en répondant à l'ensemble des besoins identifiés ci-dessus et aux besoins spécifiques induits par la grande proximité de la métropole de Lille, sur le seul territoire de référence;

Considérant que l'étude d'incidences n'a pas remis en cause cette analyse : tant la pertinence de la délimitation du territoire de référence que l'existence et l'ampleur des besoins socio-économiques de ce territoire, dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement, ont été confirmés;

Considérant que l'étude d'incidences estime fondée l'option de l'avant-projet de plan modificatif en ce qu'il vise l'inscription d'une zone d'activité économique mixte de 31 hectares, dont 29 sur le territoire de la commune de Pecq et 2 sur le territoire de la commune d'Estaimpuis;

Considérant que le Gouvernement l'a dès lors confirmée par son arrêté du 18 septembre 2003;

Considérant que tant la CRAT que le CWEDD, relayant les objections de nombreux réclamants, remettent en cause la pertinence du projet par rapport aux besoins concrets existants; qu'ils critiquent tout d'abord la délimitation du territoire de référence, en observant que celui-ci a été défini comme le territoire de l'IEG, alors qu'une grande partie de la zone en projet se situe sur le territoire de la commune de Pecq, dans la zone gérée par l'IDETA, dont les besoins n'ont pas été pris en compte lors des études; qu'ils s'étonnent également que l'évaluation ait été effectuée par simple référence aux chiffres des ventes des huit dernières années, alors, surtout, que ces chiffres ont été influencés par le fait que le territoire de référence bénéficiait des aides « Objectif 1 » et « Phasing out », qui seraient en passe de s'éteindre; que le fait que la zone d'activité économique de Pont-Bleu soit largement inoccupée est également mis en exergue; que la CRAT relève aussi que les évaluations ne semblent pas avoir tenu compte, de façon crédible, du taux de conversion des options d'achat en ventes réelles, alors que, vu le caractère frontalier de la zone, ce taux y est particulièrement faible;

Considérant cependant que, si la délimitation du territoire de référence peut paraître artificielle, cela est dû essentiellement à la position particulière de Mouscron, aux confins de la Flandre et de la France, voire de l'Angleterre, à l'intersection des eurocorridors Lille-Bruxelles et Lille-Londres et à proximité des eurocorridors Lille-Paris et Lille-Liège; que le Gouvernement souhaite profiter de cet atout pour promouvoir, dans un contexte de concurrence entre les régions, un projet volontariste de création d'emplois qui s'appuie sur ces caractéristiques et sur la capacité d'attraction qui s'en dégage;

Considérant que, dans cette perspective, comme le CWEDD le note lui-même, la référence à des réalisations passées pour évaluer l'impact socio-économique que le projet pourrait engendrer, si elle est une donnée intéressante, ne peut être tenue comme le seul facteur pertinent; qu'il ressortit au pouvoir politique de déterminer les axes selon lesquels il entend assurer la promotion de l'activité économique et de l'emploi dans la région;

Considérant que les critiques qui sont formulées contre la méthode d'évaluation des besoins adoptée par la DGEE et l'auteur de l'étude d'incidences ne paraissent pas de nature à remettre en cause la conclusion suivant laquelle les espaces actuellement disponibles pour l'activité économique seront saturés dans les cinq ans; que, déjà, ce phénomène de saturation se fait sentir, les ventes étant en régression depuis trois ans, malgré l'effet dopant qu'aurait dû entraîner le bénéfice des aides des programmes « objectif 1 » et « phasing out »; qu'à cet égard, le fait que des terrains restent disponibles dans les zones d'activité économique du Pont-Bleu et de Pont-Tunnel n'est pas indicatif car le peu de ventes enregistrées à ces endroits s'expliquent par le fait que les travaux qui permettraient de les rendre accessibles ne sont pas encore achevés; qu'au demeurant, à l'heure actuelle, rien ne permet d'affirmer que la région ne continuera pas à bénéficier d'aides européennes au-delà de l'horizon 2006, de nombreuses déclarations politiques se prononçant en faveur d'un maintien de ces aides au profit des régions qui restent en deçà de la moyenne européenne;

Considérant que le Gouvernement estime dès lors devoir maintenir son projet;

#### Examen des alternatives de localisation

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon, et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucune alternative de localisation n'a pu être dégagée par l'auteur de l'étude d'incidences; que, si certains réclamants, que semble appuyer la CRAT, suggèrent soit la réhabilitation de friches industrielles, soit le déplacement du projet vers des zones « plus sinistrées », tel que le Peruwelz, ces suggestions ne rencontrent pas les caractéristiques qui permettent de rencontrer les objectifs du Gouvernement, à savoir :

- accessibilité bimodale route-chemin de fer;
- respect des périmètres sensibles de protection de l'environnement;
- exclusion des zones Natura 2000;
- situation à l'intérieur de l'aire de coopération transrégionale de Lille
- intégration à la dynamique de la région Flandre;

#### Examen des alternatives de délimitation et de mises en œuvre

Considérant que l'étude d'incidences a mis en évidence que les inconvénients présentés par la zone en projet pourraient être sérieusement atténués, si sa délimitation était modifiée de façon à, sans en réduire sensiblement la superficie, l'orienter selon un axe est-ouest le long de la N51, dont résulterait un éloignement par rapport à la zone classée du canal; que cette alternative de délimitation présenterait une accessibilité plus équilibrée à partir du rond-point; que ces avantages contrebalancent le risque de nuisance pour les bâtiments situés au sud de la zone ainsi délimitée;

Considérant que le Gouvernement, par son arrêté du 18 septembre 2003, s'est rallié à cette suggestion;

Considérant que cette option est remise en cause par plusieurs réclamants, qui font valoir, notamment, que l'alternative de délimitation retenue, affecte plus encore la fonction agricole, en empiétant sur des terres agricoles homogènes et de bonne qualité; que le Conseil communal de Pecq appuie ces réclamations et suggère que l'on revienne à l'option Nord-Sud initiale;

Considérant que les raisons qui avaient conduit à éloigner la zone du canal restent pertinentes; que pour concilier ces intérêts, la meilleure solution semble donc être de revenir à l'option Nord-Sud initiale, mais en excluant une bande de terrain de quelque 250 mètres à partir du canal;

Considérant qu'il résulte de ces éléments que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement consiste donc à retenir le projet Nord-Sud initial, remanié selon ces indications;

Prise en considération des recommandations générales du CWEDD

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de considérations générales relatives à la procédure de révision et de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets;

Considérant que, tout d'abord, il estime que le travail d'évaluation effectué pour la réalisation du plan prioritaire ne sera pertinent que si l'implantation des infrastructures est conditionnée par une nouvelle évaluation des incidences propre au groupement des entreprises; qu'il demande que, lors de l'implantation des établissements, une évaluation environnementale soit réalisée par phase d'occupation de la zone d'activité afin d'avoir une vision globale à l'échelle de celui-ci;

Considérant que le CCUE dont la réalisation est imposée par l'article 31*bis* du CWATUP aura une durée de validité de dix années maximum; que son renouvellement impliquera nécessairement un nouvel examen de la situation et permettra d'adapter ses dispositions à l'évolution qui aura été constatée sur le terrain et aux données complémentaires qui auront été recueillies dans l'intervalle; que, le cas échéant, ce réexamen sera l'occasion d'initier les procédures de réaffectation ou de changement d'affectation qui apparaîtraient opportunes; que cette procédure permettra donc de rencontrer largement la suggestion formulée par le CWEDD;

Considérant que, ensuite, le CWEDD rappelle ses recommandations relatives aux relations entre la mobilité, les transports et l'aménagement du territoire; qu'il se réjouit de l'imposition, par la voie du CCUE, de la réalisation de plans de mobilité, qui permettront de favoriser l'usage de modes doux et des transports en commun; qu'il insiste pour que la circulation piétonne et cycliste soit sécurisée dans les nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que cette suggestion paraît opportune; qu'il y a lieu d'imposer que cette sécurisation fasse partie des impositions que devra contenir le CCUE;

Considérant, pour le surplus, que le souhait de voir les nouvelles zones d'activité économique desservies par les transports en commun n'est pas en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement; que le réseau des TEC wallons est organisé de telle manière que soient desservis les principaux lieux du territoire générateurs de trafic et que, comme il est essentiellement routier, il est aisément adaptable en fonction de l'évolution des lieux générateurs de flux, sans investissements significatifs; que, d'autre part, vu son coût structurel, le chemin de fer n'est une solution pertinente aux problèmes de mobilité que pour les longues distances et pour des volumes importants; que, dès lors, pour la plupart des besoins individuels de transport des PME qui seront appelées à s'établir dans les nouvelles zones d'activité économique créées, le chemin de fer ne peut être utilisé que combiné avec d'autres moyens de transport, utilisant essentiellement la route; que c'est donc par une intermodalité rail-route, qui sera intégrée dans les plans de mobilité imposés par les CCUE, que les objectifs de mobilité durable définis par le CWEDD pourront être atteints;

Considérations particulières

Considérant qu'il convient d'avoir égard aux éléments particuliers suivants :

— Affectation de la zone

Des réclamants souhaitent que l'implantation de commerces de détails et de services à la population soit interdite dans la zone, pour ne pas déformer les commerces du centre-ville de Pecq.

Cette condition figurait déjà dans le projet soumis à enquête, puisqu'il ne contribue pas au recentrage de l'urbanisation. La modification de délimitation adoptée n'est pas de nature à remettre cette option en cause et la condition doit donc être maintenue.

— Impact sur l'emploi

Des réclamants s'interrogent sur l'exactitude des prévisions relatives au nombre d'emplois que la zone en projet pourrait permettre de créer. Plusieurs d'entre eux dénoncent les effets pervers des programmes « objectif 1 » et « Phasing out » qui, selon eux, induirait surtout des délocalisations temporaires d'emplois français ou flamands en vue de profiter des avantages fiscaux qui y sont liés, sans réelle perspective à long terme.

La CRAT fait écho à ces inquiétudes et suggère l'imposition d'une clause de restriction lors de la première vente des terrains, liant l'accord sur l'investissement à la création d'un certain nombre de postes de travail.

Le Gouvernement partage cette préoccupation. Il relève cependant que la mission des opérateurs qui assument la gestion des zones d'activité économique comprend la prise en charge de ces objectifs. Il leur appartiendra de veiller à ce que les terrains soient mis à la disposition d'entreprises qui privilégieront la création d'activités économiques génératrices d'emploi dans la durée.

— Accessibilité à la zone et mobilité

Plusieurs réclamants attirent l'attention sur les questions de mobilité, en observant que l'accès au site sera essentiellement routier.

Cette préoccupation est prise en compte par l'imposition, par l'article 31*bis* nouveau du CWATUP, de mesures visant à favoriser la mobilité.

D'autres réclamants dénoncent la monomodalité du site. La CRAT fait observer qu'il est assez éloigné des plates-formes de Courtai et Dottignies et qu'aucune liaison avec le réseau ferroviaire n'est possible. Elle précise cependant que la proximité avec la zone de Pecq-Hérinnes constitue une possibilité indirecte d'accès fluvial.

A cette ressource, il faut ajouter celle que constitue la plate-forme multimodale de La Martinoire, en France mais à proximité du site en projet.

Les réclamants et la CRAT soulignent aussi l'insuffisance des infrastructures existantes, un tronçon d'1,5 kilomètre restant à réaliser pour assurer la jonction entre l'autoroute A17 et la route N50, par ailleurs déjà fortement encombrée.

Cette observation doit être mise en relation avec le constat, dénoncé ci-dessus, de l'inoccupation actuelle de la zone d'activité économique de Pont-Bleu, vu sa faible accessibilité.

Il paraît donc opportun de prévoir que la mise en œuvre de la zone sera conditionnée par la réalisation préalable de cette jonction entre A17 et RN50.

Pour le reste, il appartiendra au CCUE de définir les mesures adéquates pour permettre l'accessibilité au site.

— Impact sur la fonction agricole

Plusieurs réclamants dénoncent l'impact que le projet aura sur la fonction agricole, en ce qu'il mobilise des terres agricoles d'excellente qualité. Ils dénoncent, plus particulièrement les conséquences que la mise en œuvre du projet aura sur quatre exploitations, dont une partie significative des terres seront expropriées. La saturation actuelle des terres agricoles en nitrate est signalée. La perte de terres agricoles entraînera donc, en corollaire, des réductions sur les activités d'élevage, ainsi que des primes qui y sont liées.

La CRAT confirme ces impacts particuliers. Elle considère que l'étude d'incidences les a minimisés. Elle demande que les agriculteurs concernés puissent continuer à exploiter leurs terres jusqu'à ce qu'elles soient effectivement mobilisées et que des mesures doivent être prises pour aider les agriculteurs concernés à réorganiser leurs exploitations et à retrouver des terres dans les meilleures conditions possibles. Le CWEDD, dans ses considérations générales, demande également que les agriculteurs bénéficient d'un suivi lors de la mise en œuvre de la zone d'activité sur les terres qu'ils exploitent.

L'ensemble du plan prioritaire ZAE entraînera l'affectation, en zone d'activité économique, d'un maximum de 1200 hectares, dont une partie significative actuellement classés en zone agricole, soit environ 1,5 % de la superficie agricole utile en Région wallonne (selon les données publiées par la DGA, 756.567 hectares en 2002, dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles). Compte tenu du temps nécessaire à la réalisation de ces nouvelles affectations et du phasage qui est imposé par les CCUE, on peut estimer que ce processus de modification de l'affectation s'étalera sur une dizaine d'années.

La perte de ces superficies ne peut dès lors avoir qu'un impact tout à fait marginal sur l'exploitation agricole, envisagée au niveau régional.

Tout d'abord, compte tenu de l'augmentation de la productivité agricole, la perte de terres cultivées sera largement compensée : si Inter-Environnement-Wallonie et la CRAT indiquent que la perte de terres agricoles devrait entraîner une baisse de production de blé de quelques 7.800 tonnes par an, on peut observer que la hausse de productivité (selon la DGA, un gain de productivité moyenne de 100 KG/ha/an) est telle que, vu le nombre d'hectares affectés à cette culture dans la Région (190.000), la hausse de production (190.000 tonnes sur dix ans) devrait représenter près de 2,5 fois la perte dénoncée.

Ensuite, si on peut craindre un effet négatif de certaines modifications de plan de secteur sur des exploitations particulières, il convient de mettre en parallèle de la perte de terres qu'elles subiront, la superficie de terres agricoles qui fait l'objet de mutation immobilière chaque année, soit 9.000 hectares.

Comme énoncé ci-dessus, la mise en œuvre du Plan Prioritaire ZAE devrait soustraire à l'exploitation agricole environ 120 hectares par an, durant 10 ans. La compensation de ces pertes pour les agriculteurs concernés ne représentera donc que 1,3 % de l'ensemble des mutations immobilières de terres agricoles annuelles qui s'inscrivent, d'ailleurs dans un contexte général de regroupement des terres exploitées dans de plus vastes ensembles.

En conséquence, on peut estimer que les agriculteurs préjudiciés par les modifications des plans de secteurs pourront trouver des terres pour rencontrer les besoins de leurs exploitations.

Même si elles ne présenteront, peut-être pas, les mêmes caractéristiques, de commodité d'exploitation notamment, elles devraient permettre la survie, dans des conditions acceptables, d'un grand nombre d'exploitations. Le solde du dommage causé sera compensé par les indemnités d'expropriation.

En l'espèce, dans son arrêté du 18 octobre 2002, le Gouvernement, conscient de cet impact sur la fonction agricole avait déjà précisé que celui-ci se justifiait, notamment, par son caractère marginal par rapport à la superficie agricole utile dans le territoire de référence, au regard du nombre d'emplois créés et du développement économique induit par sa localisation et les atouts ci-avant énumérés.

Il apparaît cependant que le retour à la délimitation Nord-Sud du périmètre de la zone en projet, avec exclusion d'une bande de terrain de quelques 500 mètres à partir du canal est de nature à réduire considérablement les inconvénients dénoncés.

Pour le reste, le CCUE définira, notamment en organisant un phasage de l'occupation de la zone, les mesures adéquates pour limiter cet impact autant que possible. Au titre de mesure favorable à l'environnement naturel et humain, il devra contenir une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet.

#### — Nuisances et risques de pollution

Plusieurs réclamants dénoncent les nuisances que le projet est susceptible d'entraîner. Outre des considérations générales relatives aux inconvénients que le voisinage d'une zone d'activité économique industrielle implique, ils font valoir, plus particulièrement, l'impact sur la qualité de l'air, déjà fortement altérée par la proximité de la métropole lilloise et des entreprises installées à Mouscron et Espierres, ainsi que l'impact paysager, principalement sur le canal d'Espierres, site classé, et sur le hameau de Petit Lannoy.

La CRAT note que l'impact sur la qualité de l'air sera marginal, les teneurs en dioxines de soufre et d'ozone restant largement inférieures aux normes.

Quant à l'impact paysager, la réorientation Nord-Sud de la délimitation de la zone contribuera à limiter les incidences sur le hameau de Petit Lannoy et la réservation d'une bande de quelques 500 mètres entre la zone en projet et le canal limitera les incidences sur ce dernier. Pour le reste, le CCUE définira les mesures adéquates pour assurer la protection visuelle du hameau et du canal.

#### — Régime des eaux

Des réclamants soulignent l'impact du projet sur les eaux de surface et les eaux souterraines. Ils relèvent que la zone se situe à proximité d'une zone de captage et craignent que l'imperméabilisation des sols accentue les problèmes d'inondation dans le bassin de l'Espierres. Certains demandent la suppression du bassin d'orage situé au droit de la RN50, en aval de l'écluse de Warcoing.

Les mesures imposées par le CCUE permettront d'assurer adéquatement la protection des eaux souterraines et de surface.

#### Mesures d'accompagnement

Considérant que l'article 46, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique implique soit la réaffectation de sites d'activités économiques désaffectés, soit l'adoption d'autres mesures favorables à la protection de l'environnement, soit une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

Considérant que les mesures d'accompagnement doivent être fonction, d'une part, de la qualité environnementale intrinsèque du périmètre affecté à l'urbanisation et, d'autre part, de l'apport objectif de ces mesures d'accompagnement;

Considérant que la réhabilitation de sites d'activité économique désaffectés reste une partie importante de ces mesures d'accompagnement environnementales;

Considérant que le Gouvernement retient, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la présente révision du plan de secteur, la réaffectation d'un certain nombre de sites d'activité économique désaffectés;

Considérant que, dans l'évaluation de la proportion entre les mesures d'accompagnement et les projets d'inscription de nouvelles zones d'activités économiques, il est raisonnable de tenir compte, d'une part, de l'impact différencié de la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés selon leur localisation et leur contamination, d'autre part, de l'impact environnemental de la création d'une nouvelle zone d'activité économique, qui varie selon ses caractéristiques et sa situation; qu'ainsi, il apparaît que, dans le respect du principe de proportionnalité, une réhabilitation lourde doit peser plus que la réhabilitation d'un site moins pollué, que l'impact des mesures favorables à l'environnement doit être apprécié en fonction de l'effet que l'on peut raisonnablement en attendre et que ces mesures doivent être d'autant plus, ou moins, importantes, que la création de la zone nouvelle a des impacts considérables, ou moins considérables, sur son environnement;

Considérant qu'en l'occurrence, à défaut de disposer des éléments permettant d'objectiver les facteurs permettant d'apprécier complètement ces poids et impacts, le Gouvernement juge opportun, à la fois pour respecter sûrement les prescriptions de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP et dans le souci qui est le sien de promouvoir, autant que cela est raisonnablement possible, la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, d'adopter une interprétation stricte de ce texte, et de respecter une clé correspondant approximativement à un m<sup>2</sup> de réaffectation de SAED pour un m<sup>2</sup> d'espace non urbanisable dorénavant affecté à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables);

Considérant que l'accompagnement prévu par l'article 46, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP peut s'apprécier au niveau régional; que le présent projet s'inscrivant dans un plan prioritaire visant à doter l'ensemble de la Région d'espaces nouveaux destinés à l'activité économique, la clé susdite peut donc être appliquée de façon globale, la compensation pouvant s'effectuer entre l'ensemble des surfaces distraites de zones non urbanisables pour être affectées à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables), d'une part, et l'ensemble des surfaces de SAED réaffectés, d'autre part;

Considérant cependant, que, dans un souci d'équité géographique distributive, il paraît opportun, comme les nouveaux espaces que le plan prioritaire destine à l'activité économique sont répartis sur le territoire de toute la Région, de veiller à ce que les SAED soient aussi répartis de façon équilibrée;

Considérant que, pour assurer cet objectif, la Région a été divisée en cinq secteurs équilibrés et géographiquement homogènes; que le présent projet a donc été versé dans un ensemble de projets (Mouscron, Tournai - Blandain - Marquain, Ath - Ghislenghien, Leuze-en-Hainaut et Tournai - Vaulx, Pecq - Hérinnes);

Considérant qu'au titre de mesures d'accompagnement, le Gouvernement décide de prendre en compte la réaffectation des sites suivants :

— ANTOING	Brasserie Soufflet
— ANTOING	Château de la Kennelée
— ANTOING	Brasserie Farvacque
— ATH	Sucrierie, candiserie et stockages
— ATH	Tuilerie, rue de Foucaumont
— ATH	Sucrierie
— ATH	Sucrierie
— ATH	Sucrierie
— ATH	Silos de la Dendre
— CHIEVRES	Entreprises Europe
— COMINES-WARNETON	Brasserie
— ESTAIMPUIS	Tannerie Pouillet
— LESSINES	Flaconnage Amphabel Schott
— LESSINES	Carrières du Syndicat
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Motte
— LEUZE-EN-HAINAUT	Cinéma "MAX"
— LEUZE-EN-HAINAUT	Usine Trenteseaux
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Marcel Dubois
— MOUSCRON	Usine textile Sowatex
— PERUWELZ	Usines Delhaye
— PERUWELZ	La Hersautoise
— TOURNAI	Imprimerie Casterman
— TOURNAI	Brasserie St-Yves
— TOURNAI	Bonneterie et teinturerie Jamart-Wattiez
— TOURNAI	Sucrierie de Barry
— TOURNAI	Bonneterie Commenne
— TOURNAI	Briqueterie Lemaire
— SAINT-GHISLAIN	Carcoke
— MONS	Héribus
— LA LOUVIERE	Fabrique d'engrais Safea
— MONS	Craie phosphatée

qui totalisent une surface au moins équivalente;

Considérant qu'en ce qui concerne les mesures favorables à la protection de l'environnement, comme le CWEDD l'a souligné, l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP ne permet pas d'y inclure les mesures de protection qui s'imposent en application soit du CWATUP, soit d'une autre réglementation en vigueur; que le Gouvernement tient néanmoins à souligner que, dans le souci d'assurer la protection de l'environnement, il a adopté, parallèlement à la réalisation du plan prioritaire dans le cadre duquel le présent arrêté s'inscrit, un nouvel article 31bis du CWATUP, imposant que toute nouvelle zone d'activité économique soit accompagnée d'un CCUE qui assure la compatibilité de la zone avec son environnement;

Considérant qu'il est ainsi plus que largement satisfait à l'obligation imposée par cet article;

CCUE

Considérant qu'en exécution de l'article 31bis du CWATUP, un CCUE sera établi préalablement à la mise en œuvre de la zone, suivant les lignes directrices de la circulaire ministérielle du 29 janvier 2004;

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets, notamment en matière de gestion des eaux, de l'air, des déchets des mouvements de terre, de suivi des exploitations agricoles affectées par les projets, de mobilité et d'accessibilité, d'intégration paysagère et d'intégration de la végétation;

Considérant que le Gouvernement avait largement anticipé ces recommandations, d'abord en proposant au Parlement l'adoption de l'article 31bis du CWATUP, qui prévoit que les nouvelles zones d'activité économique feront l'objet d'un CCUE, ensuite en définissant le contenu de ce CCUE par la circulaire qu'il a adoptée le 29 janvier 2004;

Considérant que certaines des recommandations formulées par le CWEDD apportent des précisions qui paraissent opportunes, soit de façon générale, soit pour le présent projet, en fonction des caractéristiques qui viennent d'être décrites; qu'elles devront y être intégrées par le rédacteur du CCUE;

Considérant, en conséquence, que le CCUE devra en tout cas contenir les différents éléments ci-dessous énumérés :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;
- les mesures permettant d'assurer la protection visuelle du hameau de Petit Lannoy et du site classé du canal d'Espierres;

- une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet;

- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur, en tenant compte de l'occupation actuelle du site par les exploitants;

- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne;

Conclusion

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est le plus apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à l'activité économique, dans le territoire de référence concerné;

Après délibération;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement adopte définitivement la révision des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et Mouscron-Comines, qui comprend l'inscription, sur le territoire des communes de Pecq (Warcoing), d'Estaimpuis (Saint-Léger) et de Mouscron (Dottignies) (planche 37/2N) :

- d'une zone d'activité économique mixte.

**Art. 2.** La prescription supplémentaire suivante, repérée \*R 1.1, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée \*R 1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ».

**Art. 3.** La prescription supplémentaire suivante est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté :

« L'implantation d'entreprises dans la zone d'activité économique mixte ne peut être autorisée que lorsque le tronçon de 1,5 kilomètre permettant la liaison entre l'autoroute A17 et la route N50 sera entré en fonction ».

**Art. 4.** La révision est adoptée conformément au plan annexé.

**Art. 5.** Le CCUE, établi conformément à l'article 31bis du CWATUP, comprend en tout cas

les différents éléments suivants :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;

- les mesures permettant d'assurer la protection visuelle du hameau de Petit Lannoy et du site classé du canal d'Espierres;

- une note détaillant les ressources qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs dont la pérennité de l'exploitation est menacée par le projet;

- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur, en tenant compte de l'occupation actuelle du site par les exploitants;

- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.

L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

**Avis relatif au projet de révision des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) et Mouscron (Dottignies) à proximité de la zone d'activité économique de Pont Bleu- Barrière de Fer (Planche 37/2N)**

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 6, 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'Arrêté royal du 17 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Mouscron-Comines; modifié par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 29 juillet 1993 relatif à l'inscription de zones artisanales et du tracé de la route N 511;

Vu l'Arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, notamment modifié par les arrêtés de l'Exécutif Régional Wallon des 20 décembre 1990, 7 mars 1991 et 29 juillet 1993;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant la révision de la planche 37/2N des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire des communes de Pecq (Warcoing), Estaimpuis (St-Léger) et Mouscron (Dottignies) en extension des zones d'activité économique de Pont-Bleu et Barrière de Fer;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes, les organismes publics et d'intérêt public lors d'enquête publique qui s'est déroulée du 25 octobre 2003 au 8 décembre 2003 à Estaimpuis et à Pecq et du 31 octobre 2003 au 15 décembre 2003 à Mouscron et répertoriées comme suit :

A. Estaimpuis

1. Raze Anne et Dominique

Rue de Luna 2  
7730 Estaimbourg

2. Vallee R.

Rue de Pont 8 bte 5  
7500 Tournai

3. Cornil-Goemare (4 signataires)

chaussée de Renaix 64  
7500 Tournai

4. Goemare-Lampole José (2 signataires)

Rue Astrid 155  
7531 Havinnes

5. Goemare Gustave

Rue Astrid 165/A  
7531 Havinnes

6. Delputte - Denutte Luc et Katrien (2 signataires)

Doornikserijksweg 364  
8510 Kooigem

7. Druart José-Sol Brigitte (2 signataires)

Rue du Chateau d'Eau 47  
7730 St-Léger

8. Herpoel Yves

Rue Saint Brice 36  
7730 Bailleul

9. Lequeux P.

Rue des Tanneurs 38  
7730 Estaimbourg

10. Division de la Gestion de l'espace rurale - Bollen G.

Allée du Stade 1  
5100 Jambes

11. Hossey Jacques

Rue de la Station 56  
7700 Mouscron

12. Fédération wallonne de l'agriculture - Champagne J-P

Chaussée de Namur 47  
5030 Gembloux

13. Vlieghe Christiane

rue de Warcoing 26  
7730 Estaimpuis

14. Van Heule Paul

Rue du Quévaucamps 4  
7711 Dottignies

15. Cossement-Bruyneel René

Rue de Lille 16  
7730 St-Léger

16. Pétition de Estaimpuis - Action (9 signataires) - Trenteseaux Martine

Bd des Déportés 68  
7730 Estaimpuis

17. Vantomme Patrick  
Rue Saint Roch 14/16  
7730 Estaimpuis
18. SPRL Ducoulebier-Vanderplancke - Ducoulebier Roland et Etienne  
Trieu Planquart 20  
7730 Estaimpuis
19. Ryckewaert Benoît  
Chaussée de Bruxelles 282  
7500 Tournai
20. Renard Thierry  
Rue Alphonse Pouillet 4  
7730 Estaimbourg
21. Clouet Jean-Marie  
Rue Provinciale 136  
7760 Celles
22. Duthoit Claude  
Rue de Pecq 14  
7730 St-Léger
23. Ministère des transports et de l'équipement - Debroux R.  
Rue de Joncquois 118  
7000 Mons
24. Echevin Dominique  
Rue de Fresnoy 30  
7730 Nechin
25. Les amis de la terre locale d'Estaimpuis - Adam X.  
Rue de Néchin 1  
7730 Leers-Nord
26. J.Delattre - Bruyneel M.A. (2 signataires)  
Rue du Petit-Lannoy  
7730 St-Léger
27. Taelman-D'Haene Luc (2 signataires)  
Rue du Petit Lannoy 6  
7730 St-Léger
28. Goemaere - Laloy  
Rue Reine Astrid 165B  
7531 Havinnes
29. Non attribué
30. Les amis du canal de l'Espierres - Güell - Jornet Luis  
Rue Nouvelle 30  
7730 Leers-Nord
31. Trooster Guy  
Rue des Aulnes 38  
7730 St-Léger
32. Herman L. - Broidioi D. (2 signataires)  
Rue du Château d'eau 45  
7730 St-Léger
33. Non attribué
34. Druart Xavier et Laurent  
Rue du Château d'Eau  
7730 St-Léger
35. D'Hondt Xavier  
7750 Mont-de-L'enclus
36. Delattre - Bruyneel  
Rue du Petit Lannoy 14  
7730 St-Léger
37. Delattre Marcel - Vanderheeren  
Rue du Chêne Dubus 44  
7700 Luvingne
38. Delattre Philippe  
Rue de la Maleerse 21  
7711 Dottignies
39. Desmons Gérard  
Rue de Barbissart 2  
7743 Obigies



40. Francine Vanderheeren  
Rue du Chêne Dubus 44  
7700 Luignne
41. Vannieuwenhuyze Philippe  
Avenue des Merisiers 89  
7711 Dottignie
42. Detremmerie - Szuchowsky  
Rue du Petit Lannoy 18  
7730 St-Léger
43. Coopman Gilda  
Rue du Château d'Eau 8  
7730 St-Léger
44. Okenda Moise  
Rue du Château d'Eau 4  
7730 St-Léger
45. Surmont Andre Vancaeneghem Marie-Thérèse  
Rue du Petit Lannoy 1  
7730 St-Léger
46. Bilterys Isabelle  
Rue du Château d'Eau 4  
7730 St-Léger
47. Deldache Marcelle  
Rue du Petit Lannoy 7  
7730 St-Léger
48. Lopes - Dewaele Alberto Et Maire Christine  
Rue du Petit Lannoy 4  
7730 St-Léger
49. Raepsaet - Balkaem  
Rue du Petit Lannoy 9  
7730 St-Léger
50. Ameye Jean Pierre  
Rue du Petit Lannoy 3  
7730 St-Léger
51. Sonnevillie - Vanhoutte  
Rue du Petit Lannoy  
7730 St-Léger
52. Gallois - Selosse (2 signataires)  
Rue du Château d'Eau 70  
7730 St-Léger
53. Buyskens - Ladon  
Rue du Château d'Eau 88  
7730 St-Léger
54. Aelpoet - Turpys  
Rue de l'Ancienne Passerelle 11  
7730 St-Léger
55. Difrancesca - Tanghe  
Rue du Château d'Eau 80  
7730 St-Léger
56. Baeghe - Mineke  
Rue du Château d'Eau 26  
7730 St-Léger
57. Coulembier - Redts  
Rue du Château d'Eau 86  
7730 St-Léger
58. Herman - Broidioi (2 signataires)  
Rue du Château d'Eau 45  
7730 St-Léger
59. Druart Jean  
Rue du Château d'Eau  
7730 St-Léger
61. Non attribué
62. Non attribué
62. Non attribué
63. Non attribué
64. Non attribué

65. Non attribué  
66. Non attribué  
67. Non attribué  
68. Non attribué  
69. Non attribué  
70. Villyn Urbain  
Rue du Château d'Eau 49  
7730 St-Léger  
71. Sapaert Pierre  
Rue de la Motterie 2  
7730 St-Léger  
72. Surmont Michel  
Rue du Château d'Eau 64  
7730 St-Léger  
73. Denorme - Demets  
Rue du Château d'Eau 42  
7730 St-Léger  
74. Delemme Jean Marie  
Rue de l'Ancienne Passerelle 10  
7730 St-Léger  
75. Cappelaere Bondroit (2 signataires)  
Rue du Petit Lannoy 5  
7730 St-Léger  
76. Carette Christian  
Rue du Petit Lannoy 2B  
7730 St-Léger  
77. Druart Laurent  
Rue du Château d'Eau 47  
7730 St-Léger  
78. Glorieux Martine  
Rue du Petit Lannoy 2  
7730 St-Léger  
79. Detavernier Rosa  
Rue du Château d'Eau 90  
7730 St-Léger  
80. Pasbecq Gery - Vandermeersch Nadine  
Rue du Château d'Eau 92  
7730 St-Léger  
81. Gaereminck  
Rue du Château d'Eau 87  
7730 St-Léger  
81 bis. Delmote Ameye  
Rue du Château d'Eau 82  
7730 St-Léger  
82. Vanmeenen Simone  
Rue du Château d'Eau 54  
7730 St-Léger  
83. Dernots Freddy  
Rue du Château d'Eau  
7730 St-Léger  
84. Vanuyndt  
Rue du Château d'Eau 50  
7730 St-Léger  
85. Breyne Ch.  
... Ma Campagne 3  
7712 Herseaux  
86. Allard De Smedt  
Rue du Château d'Eau 44  
7730 St-Léger  
87. Coffens JJ - Wastiaux Karin (2 signataires)  
Rue du Château d'Eau 32/34  
7730 St-Léger  
88. Coudoux  
Rue Royale 29  
7730 St-Léger

89. Bueauleulin Louis  
Trieu Planquart 20  
7730 St-Léger
90. Delantre - Keunebrock  
Rue du Petit Lannoy 9B  
7730 St-Léger
91. Verriest J.  
Rue du Pont Bleu 32  
7711 Dottignies
92. Van Damme Jacques  
Rue du Pont Bleu 36  
7711 Dottignies
93. Vannest Gaëlle  
Rue du Pont Bleu 38  
7711 Dottignies
94. Carbonné Carine  
Rue du Pont Bleu 42  
7711 Dottignies
95. Salmon Nicole  
Rue du Pont Bleu 44  
7711 Dottignies
96. Deltour Denise  
Rue du Château d'Eau 168  
7730 St-Léger
97. Detavernier Philippe  
Rue du Château d'Eau 176  
7730 St-Léger
98. Betin - Duchatelet  
Rue du Château d'Eau 172  
7730 Estaimpuis
99. Fauvaque Michel - Delattre (2 signataires)  
Rue René Lefèbvre 5  
7522 Lamain
100. Vandemeulebroecke F.  
Rue Royale 7  
7730 St-Léger
101. Ecrepont Leduc (2 signataires)  
Rue de Warcoing 4  
7730 St-Léger
102. Dekimpe  
Rue Cardinal Mercier 180  
7711 Dottignies
103. Coopman Demuynck (2 signataires)  
Rue d'Evregnies 14  
7730 St-Léger
104. Bilterys - Schoore (2 signataires)  
Rue de Lille 9C  
7730 St-Léger
105. Taelman Sophie  
Rue du Petit Lannoy 6  
7730 St-Léger
106. Fauvaque Marc  
Rue du Calvaire 14  
7522 Lamain
107. Desbruyères - Delattre  
Rue du Moulin 3  
7743 Obigies
108. Delanghe Ludovic  
Rue du Petit Lannoy 64  
7740 Pecq
109. Nuttens Christophe  
Rue Saint Léger 108  
7711 Dottignies

110. Debue Michel - Delattre Anne  
Trieu Planquart 14  
7730 St-Léger
111. Coopman - Debaere (4 signataires)  
Rue du Petit Lannoy 11  
7730 St-Léger
112. Lepers Damien  
Rue du Petit Lannoy 8  
7730 St-Léger
113. Seynave B. et Deschamps M.A.
114. Dufoy Alain  
Rue de la Gare 2  
7522 Blandain
115. Demesmacker R.M.  
Rue des Sables 9  
7640 Maubray
116. Manhaeghe  
Chaussée Dottignies 50  
7730 Estaimpuis
117. Lesur Delphine  
Rue Cocriamont 23B  
7522 Blandain
118. Tonnelle Mp  
Rue Bellegem 15  
7711 Dottignies
119. Seynave - Delcroix Paul et Agnès  
Rue Blanche- Tête 1  
7730 Estaimpuis
120. Seynave - Vantomme Paul-Pierre et Christine  
Rue Bouteillerie 43  
7730 Estaimpuis
121. Seynave - Verhest Vincent et Wendy  
Clos de Jonquilles  
7770 Herseaux
122. Vallée Raymond  
Rue du Pont 8, bte 5  
7500 Tournai
123. Bonnet Henri  
Rue des Cannes 35  
7500 Tournai
124. Hovine - Raymond  
Rue de France 3  
7642 Calonne
125. Claeys Fr.  
Chaussée de Lille 353  
7500 Tournai
126. Hergibo Robert  
Rue de l'Eglise 17  
7904 Pipaix
127. De Croij Ellezelles  
Rue Brique
128. Maegerman Jérôme  
Chaussée de Frasne 114  
7540 Tournai
129. Lenchon  
Rue Paul Pasteur 27  
7500 Tournai
130. Simonis Emmanuel  
Rue Delpré 4  
7760 Velaines
131. Claix Fabienne  
Boulevard Eisenhower 157  
7500 Tournai

132. Berthe R.  
Rue de la Solitude 17  
7540 Rumillies
133. Henry - Becquart  
Avenue Van Cutsem 15  
7500 Tournai
134. Soyez Martine  
Rue Delpré 4  
7760 Velaines
135. Bouckaut  
Chemin du Prince 414  
7050 Jurbise
136. Decaux E  
Rue Delpré 4  
7760 Velaines
137. Lowys Serge  
Avenue D'Oudenarde 7  
7540 Kain
138. Demony Ch.  
Quai du Duclet 5/,14  
7500 Tournai
139. Klaudova Irena  
Quai Saint Brice 12  
7500 Tournai
140. Engelbert - Boutellier  
Rue Sainte Elenthère 25  
7522 Blandain
141. Urbain  
Rue Paul Pasteur 99  
7500 Tournai
142. Henry  
Avenue Leroy 4B  
7500 Tournai
143. Descol  
Rue Druignet 9  
7540 Rumillies
144. Van Belle  
Rue de la Liberté 121  
7540 Rumillies
145. Pessemier G.  
Rue Saint Martin 26  
7500 Tournai
146. Tillieux Plateau  
Rue du Pont  
7500 Tournai
147. Guibert Bargibant  
Chaussée de Tournai 112  
7620 Hollain
148. De Bock-Fontaine  
Boulevard des Déportés 36  
7500 Tournai
149. Allard François  
Chaussée de Lille 30  
7522 Tournai
150. Bonnet Dutrieux  
Chemin Saint Martin  
7618 Taintignies
151. Brunin - Vivier  
Rue Général Piron 19  
7500 Tournai
152. Watripont Marc  
Cours Belair 6  
7530 Vaulx

153. Copin Yvonne  
Place V. Carbonnelle 6  
7500 Tournai
154. Fekih Fournier (2 signataires)
155. Petit Jocelyne  
Rue des Propriétaires 5  
7548 Tournai
156. Durieux Anne  
Rue des Bactures 77  
7500 Tournai
157. Berte ML  
Rue Pierre 89  
7540 Kain
158. Devalensart (2 signataires)  
Avenue Van Cutsem 9  
7500 Tournai
159. Saloft Murielle  
Rue Lannan 12  
8930 Menin
160. Verzele  
Vieux Chemin d'Ath 115  
7548 Warchin
161. Louis Alain  
Grand Route 10
162. Leroy - Renaud  
Avenue Van Cutsem  
7500 Tournai
163. Dujardin Bernard  
Place 23 23 ?  
7522 Hertain
164. Roos Michael  
Rue de la Barrière de Fer 96  
7711 Dottignies
165. Dumont Jean  
Chemin de Bladain 3  
7522 Hertain
166. Desfrennes Karina  
Rue du Roy de Blicecquy  
F-59154 Crespin
167. Delchine Yvette  
Rue du Marais Rouge 74  
9600 Renaix
168. Hadjadj Camel  
Rue du Peuple 62  
7370 Dour
169. Malvoisin Martine  
Rue des Ecoles 48  
7540 Kain
170. Denis Katty  
Cité Jardins 60  
7530 Gaurain
171. Renaud A.  
Place Dix Bequerelles 6  
7500 Tournai
172. Rasseneur  
Chemin de Reweiz  
7500 Tournai
173. Dujardin Alain  
Chemin de Lille 58  
7522 Hertain
174. Devlaminck Claude  
Cité Henri Soyer 11  
7610 Rumes

175. Marlière Brigitte  
Rue Ducrinquet 79  
7611 La Glanesie
176. Delvigne  
Rue des Campeaux 42  
7500 Tournai
177. Leroy Michel  
Rue du Rempart 23  
7500 Tournai
178. Defrannes-Colin (2 signataires)  
Place Combrez 19  
7500 Tournai
179. Gosset Caroline  
Rue Bethomé 13  
7530 Gaurain
180. Labar Claude  
Avenue Elisabeth 75  
7500 Tournai
181. Gosset Michel  
Avenue Elisabeth 45  
7500 Tournai
182. Regibo Daniel  
Rue de Reugies 10  
7608 Wiers
183. Hanart J  
Avenue Leroy 4  
7500 Tournai
184. Declercq Philippe  
Route d'Anvaing, 8  
7910 Arc-Wattripont
185. Roland Christian  
Avenue Leroy 7 bte 5  
7500 Tournai
186. Bodart Rita  
Rue des Glycines  
Cappelles
187. Renard Jeanne  
Rue de Lannois 46  
6230 Pont-à-Celles
188. Conem F.  
Chaussée de Renaix 39  
7500 Tournai
189. Terri A  
Rue du Marais Rouge 233  
9600 Renaix
190. Berte Gorts (2 signataires)  
Av. d'Audenaerde 61  
7540 Kain
- 191.. Berte Grégory  
Chemin des Maures 2  
7540 Kain
192. Moullaert  
Rue du Pont à Rieu  
7500 St-Maur
193. Lebrun Véronique  
Route de Velaines 3A  
7543 Mourcourt
194. Montignies Josepha  
Rue des Sœurs Charité  
7500 Tournai
- 195 François Martine  
Logis Paul Corette 78  
7548 Warchin

196. Mesbuquoit Cl  
Place des Templiers 2  
7730 St-Léger
197. Segard  
Trieu Planquart 4  
7730 St-Léger
198. Semet  
Boulevard Canadières 69  
7711 Dottignies
199. Cuvelier Pillon  
Rue de Warcoing 4B  
7730 St-Léger
200. Coghe Nathalie  
Rue des Chênes 35  
7760 Molenbaix
201. Millies Daniel  
Rue Ancienne Douane 48  
7730 Néchin
202. Duforet A  
Croix de Pierre 3  
7504 Froidmont
203. Demeulemeester M  
Rue des Pois 33  
7500 Tournai
204. Viot-Frison D.  
Rue Antoine Gosselin 20  
7973 Stanbruges
205. Lorthioir  
Clos de la Barrière 15  
7032 Spiennes
206. Sarot Christine  
Chaussée de Saint Amand 44  
7500 Tournai
207. Mallet-Duprez  
Rue du Bas Follet 142  
7500 Tournai
208. Brevart Mory  
Avenue Van Cutsem 24  
7500 Tournai
209. De Roy Anne  
26  
7500 Tournai
210. Baudlen Maryse  
Avenue des Meusuis 28  
7536 Vaulx
211. Deronne M.  
Rue Blandinoise 17  
7500 Tournai
212. Guévart JP  
Avenue Montgoméry 31/14  
7500 Tournai
213. Ledemt - Liagre Ph.  
Clos des Chaumières 60  
7540 Kain
214. Liénard - Dropprier  
Grand Route 32  
7620 Hollain
215. Van Goethem R. - Flass Gabrielle (2 signataires)  
Chaussée de Lannoy 240  
7503 Froyennes
216. Thomas Monique  
rue Robert Lelong 14  
7604 Brasmenil



217. Pierquin - Merlo  
Pic au Vent - Le Moulin 2  
7500 Tournai
218. Leroy G.  
rue Peteruez (?) 10/1  
7500 Tournai
219. Malice Ch.  
rue Haudion 14  
7522 Lamain
220. Born Jorge
221. Glorieux M.P.  
Route Oyron 3  
7500 Tournai
222. Vandamme R.  
Boulevard des Déportés 2F  
7730 Estaimpuis
223. Sardis  
rue du Nouveau Monde 59  
F-59150 Wattrelos
224. Verdonck Jacques  
rue de l'Yser 34  
7730 Estaimpuis
225. Dhaene Alexandre  
rue des Ecoles 77  
7711 Dottignies
226. Duquesnoy A.  
rue des Ecoles 63  
7711 Dottignies
227. Vanderhaegen  
Boulevard d'Herseaux 144  
7711 Dottignies
228. Desmet - Demeulemeester  
rue Sous Lt Catoire 2  
7711 Dottignies
229. Cottenier - Verdonck  
Jacquetbosstraat 86  
8587 Espierres/Spiere
230. Dewitte Nathalie  
rue Pastorale 20  
7711 Dottignies
231. Decruyenaere - Devos  
rue de St Léger 74  
7711 Dottignies
232. Pieters Jean  
Hameau du Touquet 6  
7522 Blandain
233. Goubet Marie-Paule  
rue St Eloi 28  
7500 Tournai
234. Mey Christophe  
rue des Tilleuls 44  
7740 Warcoing
235. Maes - Dedeurwaerden  
rue Barrière de fer 67A  
8587 Espierres
236. Vandenhoeck - Dewulf  
Chaussée d'Audenarde 35G  
7742 Hérimmes
237. Wielfaert  
rue de la M. Blanche 26  
7730 Evregnies
238. Bury F.  
rue de l'Etang 5  
7711 Dottignies

239. Beheydt Félix  
Avenue Aristide Briand 17/3A  
F-59151 Wattrelos
240. Dumont Stéphanie  
rue Wattrelos 107  
F-59115 Leers
241. Baeghe Mimeke  
rue du Château d'eau 26  
7730 St Léger
242. Bekaert Marleen  
rue de Liège 48  
7700 Mouscron
243. Houttequiet Rita  
rue de l'Eglise 12  
8587 Helchin
244. Delécluse Annick  
? 1  
8550 Zwevegem
245. Malaise Emily  
rue des Aulnes 3  
7730 Estaimpuis
246. Wolfs-Stélandre  
rue de France 151  
7711 Dottignies
247. Roudelaere Nele  
rue de la Motterie 2  
7730 Leers-Nord
248. Descarpentrie – Piérard (2 signataires)  
rue Royale 27  
7730 St Léger
249. Desbruyères  
rue Georges Desmet 38  
7711 Dottignies
250. Valeke Andréa  
rue du Château d'eau 64  
7730 St Léger
251. Delporte Joëlle  
rue Cardinal Mercier 14  
7711 Dottignies
252. Cassart – Vroman (2 signataires)  
rue du Festar 9  
7711 Dottignies
253. Caes-Verbrouck  
rue de la Limite 34  
7730 Estaimpuis
254. Allaerd  
avenue de la Délivrance 48  
7711 Dottignies
255. Sory - Liagre  
Trieu de Categnies 3  
7740 Pecq
256. Artezian  
rue G. Vanzeveren 121  
7700 Mouscron
257. Louchart Marielle  
rue des Lilas 83  
7712 Herseaux
258. Michaux Charline  
rue de Tournai 107  
7740 Pecq
259. Catteau Claire  
rue de l'Ancienne Cure 28  
7730 Evregnies

260. Delmeulle Guy  
rue Traversière 110  
7712 Herseaux
261. Vicart - Semet  
rue du Valemprez 53  
7711 Dottignies
262. Vandeveldde Philippe  
Boulevard des Canadiens 103  
7711 Dottignies
263. Vandriessche Jacques-Yves  
rue de l'Yser 96  
7711 Dottignies
264. Boterdael R.  
rue du Petit Flot 26  
F-59510 Hem
265. Landrieu P.  
rue de St Léger 45  
7740 Pecq
266. De Bue André  
Boulevard des Canadiens 30  
7711 Dottignies
267. Couby  
rue des Ouvroirs 13  
7730 Estaimpuis
268. Hubaut  
rue des Ouvroirs  
7730 Estaimpuis
269. Decourcelle  
Boulevard des Canadiens 114  
7711 Dottignies
270. Oosterlinck – Odvart (2 signataires)  
avenue de la Délivrance 32  
7711 Dottignies
271. Taillieu - Wanin  
rue de la Fournette 11  
7730 Leers-Nord
272. Vauroose Frans  
rue Barrière de fer 128  
7711 Dottignies
273. Goncè Heggermont  
rue Deplasse 26  
7711 Dottignies
274. Gallet André  
rue Cardinal Mercier 127  
7711 Dottignies
275. Ronsse Philippe  
rue de St Léger 59  
7730 Evregnies
276. Deroefs S. et Manche J. (2 signataires)  
rue des Frontaliers 11  
7712 Herseaux
277. Landrien Willy
278. Chibouw André  
Rue des Prés 6  
7700 Mouscron
279. Chantraine  
Rue du nouveau Monde 59  
F-59152 Wattrelos
280. Faville  
Rue du Plavitout  
7700 Luignè
281. Van Eeckout  
Rue de la Coquinie  
7700 Mouscron

282. Moreels-Fourneau C.  
Rue de Tournai 24  
7740 Pecq
283. Bauts-Dethier  
Rue Montifaut 1a  
7743 Obigies
284. Renard Benoit, Maggie Sol  
Rue Frayère 16  
7744 Obigies
285. Senechal Henri  
Pas-à-Wasmes 24  
7730 Bailleul
286. Ronse M.
287. Phorasyn Gilles  
Rue du Pont bleu 1  
7711 Dottignies
288. Leuridan Lydie  
Rue des Fresnois 4  
7760 Molenbaix
289. Vercleven Claudine  
Ch. d'Estaimpuis 105  
7712 Herseaux
290. Breyne C.  
Carrière Ma Campagne 3  
7712 Herseaux
291. Belkmelfa Samira  
Rue Alphonse Pouillet 21C  
7711 Dottignies
292. Gossart  
Rue G. Desmet 30  
7711 Dottignies
293. Delmeulle Lecomte (2 signataires)  
Rue des Déportés 5  
7700 Luignne
294. Delmeulle F.  
Rue des Sapins verts 64  
7700 Mouscron
295. Meuris Ponthieu  
Rue Cache Malaime 250  
7742 Herinnes
296. Meuris Luc  
Ch. d'Audenarde 361  
7742 Herinnes
297. Catteau Daniel  
Clos du val d'Espierre 6  
7730 St-Léger
298. Fillet Catherine  
Rue Royale 80  
7740 Warcoing
299. Pitarelle  
Bosquet de Wellé 11  
7503 Froyennes
300. Herpoel  
Rue Jean Noté 1  
7500 Tournai
301. Magnier  
Rue Fleurie 2  
7500 Tournai
302. Gilles Haumont  
Rue des Monts 6  
7522 Lamain
303. Eglem H.  
Rue de l'Yser 23  
7500 Tournai

304. Ghils Thibaut  
Rue des Carmes 24  
7500 Tournai
305. Mory Anne  
Rue des Carmes 24  
7500 Tournai
306. Chantry Marc  
Rue de l'Athénée 36  
7500 Tournai
307. Fore E.  
Rue Blandinoise 18  
7500 Tournai
308. Golonne Sophie  
Rue E. Roger 21  
7642 Calonne
309. Marlière H.  
Bd. Léopold 35  
7500 Tournai
310. Desablens  
Rue de Fontenoy 29  
7500 Tournai
311. Moullet PH  
Place de Lille 32  
7500 Tournai
312. Florin D.  
Iepersstraat 415  
8800 Roeselaere
313. Van Coppenolle J.  
Place de Lille 28  
7500 Tournai
314. Bassilière F.  
Rue de Marvis 42  
7500 Tournai
315. Glorieux JM  
Ch. Dousi  
7500 Tournai
316. Dewasme  
Rue le Buisson 52  
7500 Tournai
317. Bouton-Van Cauwenberg  
Rue Maraiche 40  
7501 Esplechin
318. Delvallée Ch.  
Av. des Bouleaux 12  
7500 Tournai
319. De Coucel  
rue Général Piron 248  
7500 Tournai
320. Agache  
Ch. De Bruxelles 246  
7500 Tournai
321. Coutier-Gorts  
Rue des Crupes ? 11  
7542 Mont-St-Aubert
322. Coppenolle Xavier  
Chemin Landaise 3  
7501 Orcq
323. Nièce Colette  
Bd. Des Nerviens 2  
7500 Tournai
324. Cornu Thierry  
Rue de Ligny 10  
7530 Gaurain
325. Cornu Thierry  
7503 Froyennes

326. Destrebecq Patricia  
Rue Louvière 4  
7530 Gaurain

327. Duburcq Carine  
Rue G. Piron 65  
7500 Tournai

328. Hergibo Elodie  
Ruie de l'Eglise 17  
7904 Pipaix

329. de Haar E.  
Chemin 85 50  
7500 Tournai

330. Thomas Christelle  
Rue Robert Lelong 14  
7604 Bramenil

331. Corbanie Steve  
Trieu du Pape 2A  
7520 Templeuve

332. Crombez Alice  
Rue Madame 16  
7500 Tournai

333. Devillers Hélène  
Chemin de la Ramée 10  
7500 Tournai

334. Bichet Florence  
Rue Aimable Dutrieux 16  
7500 Tournai

335. Magnier Yves  
Rue Fleurie 2  
7500 Tournai

336. Georges A.  
Rue du vert lion 24  
7540 Kain

337. Seynaeve V. et Coppenolle A  
Trieu du Duhem 2  
7522 Marquain

338 Mulier  
Rue Cottrel 34  
7500 Tournai

339. Fontaine J.  
7500 Tournai

340. Terryn Jules  
Rue du Marais 22  
7503 Froyennes

341. Favier - Segono  
Rue de Barges  
7500 Tournai

342. Hautrive André  
Rue des Carmes  
7500 Tournai

343. Delcourt-Danniau  
Rue Roc St- Nicaise  
7500 Tournai

344. Bernard P.  
Ch. d'Audenarde 84  
7500 Tournai

345. Durieux  
Av. de Gaulle  
7500 Tournai

346. Lefebvre M.  
Clos de l'Espinette 82  
7540 Kain

347. Vanlande  
Cité des Jardins 98  
7530 Gaurain

348. François Jules  
Rue St-theuthèse ? 38  
7500 Tournai
349. Ponchau  
Rue de Maire 15
350. Hardeman Denise  
Av. Florent Declercq 8  
7950 Chièvres
351. Laurette  
Place Bara 15  
7640 Antoing
352. Hespel-Perschenel  
Rue de l'Ecosse 17  
7506 Willemeau
353. Freteur Bruno et MP  
Rue de Lille 17  
7500 Tournai
354. Janssens Philippe  
Rue du canal 21  
7500 Tournai
355. Quinet Joel  
Rue de la Culture 55  
7500 Tournai
356. Vandevondele-Dewaele  
Rue Abbé Droby 39  
7540 Kain
357. Vandaele Norbert  
Rue Ste-Brigitte  
Thumaide
358. Marin  
Rue B. St-Jacques 26  
7500 Tournai
359. Dereux  
Clos St Marcq 18  
7500 Tournai
360. Hannevert  
Av. de Maire 138  
7500 Tournai
361. Watteau Pierre  
Rue Blandinoise 36  
7500 Tournai
362. Detournay-Petit  
Grand chemin 139  
7532 Beclers
363. Coppenolle A. D'Heygere MP  
Chemin Landaise 3  
7501 Orcq
364. Meurant T.  
Rue Jean Noté 22  
7500 Tournai
365. Dubruffaut P.  
Quai Taille pierre 21  
7500 Tournai
366. Boutillier M.  
Avenue des Bouleaux  
7500 Tournai
367. Desoubry  
Rue de la Prévoyance 824  
7500 Tournai
368. Boutry-Delneste  
rue de Wez 3  
7620 Jollain-Merlin
369. Taquet  
Rue de Breuze 24  
7540 Kain

370. Lefèvre Philippe  
Rue Cherquefosse  
7500 Tournai
371. Piepers MC  
Rue Albert Allard 9  
7500 Tournai
372. Hachard (2 signataires)  
Rue des Maux 22  
7500 Tournai
373. Imbert Michel  
Bd. Léopold 13  
7500 Tournai
374. Evrard-Maes (2 signataires)  
Rue Longue 85  
7502 Esplechin
375. Maes André  
Rue Delannoy 10  
7504 Froidmont
376. Delmotte  
Rue St-Martin 26  
7500 Tournai
377. Lesne-Wargnies  
Rue Comté 74  
7543 Mourcourt
378. Bruye Denis  
Chaussée de Douai 108  
7500 Tournai
379. Delporte Gérard  
rue des Croisiers 21  
7500 Tournai
380. Legrain André  
Rue des Carmes 35  
7500 Tournai
381. Lecorne  
Avenue Victor Hugo 55  
59242 Templeneuve – France
382. Florim D.  
Ieperstraat 415  
8800 Roeselaere
383. Alavoine  
Rue de Tournai 65  
7520 Templeneuve
384. Duquesne  
Luignestraat 808  
8511 Aalbeke
385. Devrieze Delphine  
Clos de l'Auberge 3  
7711 Dottignies
383. Vervenne Yannick  
Graaf Van Vlaanderenstraat 12  
8930 Menen
387. Devrieze Maxime  
Rue du Trieu 180  
7712 Dottignies
388. Devrieze Pierre  
Clos de l'Auberge 3  
7712 Dottignies
389. Delabie Peggye  
Clos de l'Auberge 3  
7712 Dottignies
390. Kerkhove E.  
Ch. de Dottignies 50  
7730 Estaimpuis



391. Au Pain d'autrefois -  
Rue du Calvaire 2  
7730 Leers-Nord
392. Smogor-Van Remoortele  
Clos de Val d'Espierre 2  
7730 St-Léger
393. Debuys Philippe  
Rue B. de fer 281  
7712 Herseaux
394. Dubus  
Rue de Rollegem 347  
7700 Mouscron
395. Desbruyères Marie  
Rue du Nouveau Monde 98  
7700 Mouscron
396. Semedo C.R.  
Barrière Leclercq 13  
7711 Dottignies
397. Decroix Janine  
Rue de Menin  
7700 Mouscron
398. Viseur  
rue du Forgeron 8  
7711 Dottignies
399. Adens Micheline  
rue du Forgeron 26  
7711 Dottignies
400. Deconinck Parmentier  
Rue de Watrelos 46  
7700 Mouscron
401. Deschodt Coralie  
Rue de la Pinchenière 32  
7700 Mouscron
402. Bauwens Julie  
Rue du manège 19  
7700 Mouscron
403. Nappe Nathalie  
Rue de la blanche tête 22  
7730 Estaimpuis
404. Desbruyères-Debue  
Rue G. Desmet 38  
7711 Dottignies
405. Nuttens-Kins  
Rue de Trieu 17  
7711 Dottignies
406. Vanoverberghe V.  
Rue des Flandres 37  
7700 Mouscron
407. Buttiens  
Rue des Flandres 37  
7700 Mouscron
408. Leboeuf-Desbruyères  
Trieu à Mucques 5a  
7740 Pecq
409. Desbruyères Angèle  
Rue Georges Desmet 38  
7711 Dottignies
410. Deleberghe Fanny  
Rue Blanche Tête 22  
7730 Estaimpuis
411. Legrand  
Rue de Lille 31  
7730 St-Léger

412. Fontaine Bodart  
Rue de Tournai 26  
7740 Pecq
413. Manche  
St-Léger 148  
7711 Dottignies
414. Tossut-Vandersteene  
Rue des Pinsons 5  
7712 Herseaux
415. Destrebecq A.  
7740 Pecq
416. Hovart  
Rue des Jardins 3  
7711 Dottignies
417. Tonneau Louis  
Rue du Trieu  
7711 Dottignies
418. De Tollenaere ML  
Rue du château d'eau 49  
7730 St-Léger
419. Leduc T. et Roland C.  
Rue de Tournai 13A  
7620 Hollain
420. Delattre-Bruyneel J.  
Petit Lannoy 14  
7730 St-Léger
421. Bauts Mélanie  
Rue Montifaut 1  
7743 Obigies
422. Mertbroeck-Vandenbulcke  
Rue du château d'eau 52  
7730 St-Léger
423. Delmote-Laseux et Raisse José (2 signataires)  
Rue de Warcoing 16  
7730 St-Léger
424. Surmont Fabienne  
Rue du Château d'Eau 74  
7730 St-Léger
425. Lefebvre Pierre  
Clos de l'Espinette 82  
7540 Kain  
B. Pecq
- P-1. Lefebvre-Benoit Marc et Brigitte  
Rue de la Briqueterie 80-84  
7740 Pecq
- P-2. Ministère de l'équipement et des transports - Debroux R.  
Rue de Joncquois 118  
7000 Mons
- P-3. Division de la prévention et des autorisations - Pendeville B.  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 Namur
- P-4. Cornil-Goemaere (4 signataires)  
Chaussée de Renaix 64/1  
7500 Tournai
- P-5. Goemaere – Lampole (2 signataires)  
Rue Astrid 165  
7531 Havinnes
- P-6. Goemaere Gustave  
Rue Astrid 165A  
7531 Havinnes
- P-7. Faveux David et Franck  
Rue Clerquant 1  
7740 Pecq

- P-8. Goemaere – Laloy (2 signataires)  
Rue Astrid 165B  
7531 Havinnes
- P-9. Smette René et Marie-Claire (2 signataires)  
Rue de Soreille 15  
7740 Pecq
- P-10. Les amis du canal de l’Espierre - Güell - Jornet Luis  
Rue Nouvelle 30  
7730 Estaimpuis
- P-11. Cornil – Goemaere (4 signataires)  
Chaussée de Renaix 64  
7500 Tournai
- P-12. Herpoel Yves  
Rue St Brice 36  
7730 Bailleul
- P-13. Lequeux P.  
Rue des Tanneurs 38  
7730 Estaimbourg
- P-14. Delputte – Denutu L et K. (2 signataires)  
Doornikserijksweg 264  
8510 Kooigem  
C. Mouscron
- M-1. De Pourcq C.  
Chaussée de Tombrouck 192  
7700 Mouscron
- M-2. Vannesche S.  
Rue de l’Oratoire 24  
7700 Mouscron
- M-3. Vanzeveren D.  
Rue Docteur Depage 35  
7700 Mouscron
- M-4. Geers M. R.  
Rue de Tombrouck 162  
7700 Luignne
- M-5. Woestyn J.  
Rue de la Station 130  
7700 Mouscron
- M-6. Desbruyères A. et N.  
Rue Georges Desmet 38  
7711 Dottignies
- M-7. Van Heule P.  
Rue de Quevaucamps 4  
7711 Mouscron
- M-8. Interenvironnement Wallonie - Kievits J.  
Boulevard du Nord 6  
5000 Namur
- M-9. Clouet Jean-Marie  
Rue Provinciale 136  
7760 Celles
- M-10. Herpoel Y.  
Rue St-Brice 36  
7730 Bailleul
- M-11. Lequeux P.  
Rue des Tanneurs 38  
7730 Estaimbourg
- M-12. Ministère de l’équipement et des transports - Debroux R.  
Rue de Joncquois 118  
7000 Mons
- M-13. Hossey Jacques  
Rue de la Station 56  
7700 Mouscron
- Vu l’avis favorable sous condition du Conseil communal de Estaimpuis du 18 décembre 2003;  
Vu l’avis défavorable du conseil communal de Pecq du 18 décembre 2003;  
Vu l’avis favorable du conseil communal de Mouscron du 19 janvier 2004;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 26 janvier 2004 par M. le Ministre M. FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, à la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de sa section Aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 26 mars 2004 un avis défavorable à la modification de la planche 37/2N des plans de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et de Mouscron-Comines en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte de 32,8 ha en extension de la zone d'activité économique de Pont-Bleu et Barrière de Fer sur le territoire des communes de Pecq (Warcoing), Estaimpuis (St-Léger) et Mouscron (Dottignies);

La CRAT justifie son avis par les considérations suivantes :

#### I. Considérations générales

##### 1. Les besoins

➔ Plusieurs réclamants contestent la réalité des besoins. Ils critiquent la méthodologie utilisée pour l'évaluation des besoins et demandent des études complémentaires ou plus précises à ce sujet. Le territoire de référence est également remis en cause :

- Le territoire de référence aurait dû être constitué de celui de l'IEG et de la partie nord de la zone IDETA;
- Au lieu de se fonder sur l'état et l'évolution de la configuration démographique et économique du territoire de référence, l'évaluation des besoins est basée sur l'extrapolation des ventes des années précédentes pour fournir un chiffre de surface. Cette extrapolation linéaire est critiquable notamment pour des raisons liées à ce qu'ont été jusqu'ici la gestion des surfaces et la sélection des entreprises accueillies dans les parcs.
- Les taux d'options ont été intégrés au calcul de la même façon que les ventes réelles, sans que le taux de conversion des options ait fait l'objet d'une évaluation crédible dans un contexte où la prise en compte du taux réel de conversion des options est particulièrement importante pour les zones frontalières (Mouscron, Tournai) vu que les taux d'options y sont très élevés;
- Il n'apparaît pas de l'étude d'incidences si ont été déduits des chiffres de ventes de terrain, les cas où l'intercommunale a usé de son pouvoir d'achat et a revendu ensuite le terrain une seconde fois;
- La période de référence choisie pour l'analyse des besoins correspond à la période des aides « Objectif 1 » et « Phasing Out » qui permettaient aux entreprises d'acquérir des terrains à bon compte; or, ces mécanismes d'aides sont en passe de se terminer;
- Dans l'étude, la répartition par commune n'est pas exacte. Le zoning de Pont-Bleu est inoccupé (la seule usine qui s'y trouve est à vendre) et le zoning de la Porte des Bâtitisseurs vient à peine d'être mis en œuvre.
- Quelle nécessité de prévoir à l'horizon 2010 ? Rien ne dit que ce type de zone sera plus important en 2010 qu'il ne l'est aujourd'hui. Si c'était le cas, il serait toujours temps de modifier les plans de secteur. Il est inutile de sacrifier des terres pour un besoin hypothétique.
- Il est également signalé que 14% du territoire de Mouscron est occupé par des zonings.

\* Plusieurs réclamants estiment que les besoins peuvent être rencontrés dans les zones d'activité existantes pour les motifs suivants :

- Il ne faut pas créer de nouvelles zones industrielles aussi longtemps que les autres zonings ne sont pas remplis à 80 % ou totalement occupés et ce, en vertu du principe de gestion parcimonieuse du sol prescrit par l'article 1<sup>er</sup> du CWATUP. Le site de Pont-Bleu rencontre déjà des difficultés pour se remplir. La zone inscrite à Warcoing semble suffisante. Si le projet Cora ne se réalise pas à Quevaucamp, il restituerait un vaste espace. Il reste des surfaces disponibles à la Barrière de Fer, à Pont Tunnel (12 ha) et à Pont-Bleu (12,5 ha). Les travaux de la route N511 doivent encore être achevés pour leur désenclavement.
- Il est rappelé que la CRAT avait émis un avis défavorable à l'inscription d'une zone artisanale ou de P.M.E. à l'ouest de la route N 50 au lieu-dit « Barrière de Fer ». Elle estimait qu'il était préférable que la commune de Pecq concentre le développement des activités dans la zone industrielle située à proximité de l'Escaut.

De même, elle avait considéré en 1992 que le projet Eurozone, d'ampleur équivalente du projet actuel, était franchement démesuré et que les zones prévues pour l'industrie étaient disponibles en suffisance.

➔ \* La CRAT prend acte de ces considérations qui rencontrent son point de vue.

Elle considère que le territoire de référence défini par le Gouvernement est celui de l'intercommunale IEG soit les communes de Mouscron - Comines et Estaimpuis. Or, la commune de Pecq concernée également par le projet, se situe dans le territoire de l'intercommunale IDETA. L'étude d'incidences valide le territoire de référence tout en signalant « qu'il n'est pas certain qu'une certaine superposition » n'existe pas entre les territoires ouest de la zone IDETA (Tournaisis) et la zone de l'IEG (...) (p.24 Phase A - Rapport final).

Dans les données relatives à la population et à l'emploi, l'étude signale que « pour les besoins de ce volet de l'étude d'incidences, le territoire de référence est défini comme la réunion des communes de Mouscron, Comines et Estaimpuis » (p.4 - Phase B - Rapport final).

Une certaine confusion règne donc dans la définition et la validation du territoire de référence.

\* La CRAT confirme que bien que les besoins se fondent sur une projection des ventes des 8 dernières années et aboutissent à un besoin de 188 ha pour les 10 prochaines années, l'étude déclare que « cette valeur, qui est supérieure à l'estimation basée uniquement sur les 3 dernières années (projection de 171 ha) peut s'expliquer par l'offre très limitée de terrains disponibles depuis 2000 » (p.17 - Phase B - Rapport final).

Cette déclaration est d'autant plus interpellante que la zone de Pont-Bleu par exemple, inscrite au plan de secteur en 1993, est toujours vide !

La CRAT ne peut dès lors admettre l'analyse justifiant ni l'offre limitée des terrains ni l'estimation des besoins faite dans l'étude d'autant que le sort de 36 ha considérés par l'étude d'incidences comme consommés dépendent d'une décision du Conseil d'Etat.

La CRAT estime donc que l'analyse des besoins, telle qu'elle ressort de l'étude d'incidences, n'est pas pertinente.

##### 3. Localisation-Affectation

➔ \* Plusieurs réclamants estiment qu'au lieu de convertir des terres agricoles, il est préférable de favoriser la réhabilitation de friches industrielles. Le site de l'ancienne usine de « Pennel et Philippo » de Warcoing est cité. Il est à l'abandon depuis 10 ans. A celui-ci peut s'ajouter « le triangle d'or » soit quelque 15 ha en bordure de la route N 50.

D'autres suggèrent d'implanter des zones d'activité dans des régions plus sinistrées tel le Péruwelz. Ils font également référence au rapport d'activités de la SPAQuE qui évalue à plus de 12000 ha, les sites d'activité économique désaffectés. Or, si une partie de ces sites est victime de pollutions dues à l'ancienne activité industrielle, il s'avère qu'une autre partie considérable de ces sites n'est pas polluée et pourrait donc être réhabilitée directement.

\* Des réclamants exigent que si zone d'activité il y a, elle soit exclusivement réservée et destinée aux activités d'artisanat, de recherche ou de petite industrie et ainsi interdire les commerces de détails, les services et les immeubles de bureaux.

D'autres insistent sur la nécessité de redynamiser l'activité économique des centres urbains, avant de développer de tels projets à la campagne.

Ainsi il est dit qu'il est plus logique d'implanter des zones d'activité à Tournai et à Mouscron et de garder aux villages intermédiaires leurs activités agricoles.

➔ La CRAT prend acte de ces remarques auxquelles elle se rallie globalement.

Elle doit néanmoins rappeler que l'objectif premier du plan prioritaire des zones d'activité économique est la conversion de zones non urbanisables (zone agricole, zone forestière...) en zone urbanisable et donc en zone d'activité économique.

Son avis rejoint celui des réclamants sur la nécessité de réaffecter par priorité, les sites d'activité économique désaffectés.

Quant à la nécessité d'éviter le mitage de la zone agricole et de localiser les zones d'activité à proximité immédiate des centres urbains, la CRAT ne peut que se référer à l'avis qu'elle avait rendu en 1992 à propos de l'inscription de diverses zones d'activité sur le territoire de l'IEG, à savoir que la route N 511 devait constituer la limite à ne pas franchir en matière d'urbanisation. Elle estime aujourd'hui que ce qu'elle a écrit en 1992, est toujours d'actualité. Le type de localisation proposé tant par l'avant-projet que par le projet participe au phénomène de désurbanisation qu'il faut à tout prix éviter.

Elle constate par ailleurs que l'auteur de l'étude d'incidences est bien conscient du problème puisqu'il préconise d'adopter « une restriction quant à l'implantation, en zone mixte, d'activités dont la présence au centre-ville participe au recentrage de l'urbanisation et propose la formulation suivante :

« Il convient de ne pas autoriser dans la zone d'activité économique mixte, faisant l'objet du présent arrêté, les activités polarisatrices caractéristiques des centres-villes. Il s'indique donc d'interdire les commerces de détail et les services à la population, à l'exception de ceux qui sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone (p.8 – Phase E – Rapport final).

#### 4. Emploi

De nombreux réclamants mettent en doute l'estimation d'emplois qui seront créés dans la zone d'activité. Le projet évoque la création de 350 emplois alors que l'avant-projet citait le chiffre de 3500 emplois, ce qui constitue manifestement une erreur. Ils argumentent de la manière suivante :

- Les chiffres d'emploi exposés dans les documents issus des intercommunales ne font pas de différence entre entreprises créées sur le site, entreprises agrandies à l'occasion de leur implantation sur le site, entreprises simplement délocalisées;
- Cette zone d'activité supplémentaire va entraîner encore plus de concurrence entre les usines, ce qui amènera des fusions ou des délocalisations, sans création corrélative d'emplois;
- Dès la fin du programme « Objectif 1 », les entreprises installées risquent de se délocaliser avec l'impact que cela aura pour l'emploi;
- L'expérience démontre que l'estimation est exagérée. Ainsi les zonings de la région (St-Léger, Evregnies, Dottignies) sont occupés par des entreprises « mangeuses de terre » et très peu productives au niveau « emplois » et procédant d'une délocalisation de personnel du nord de la France et de Flandre sans création d'emploi effective dans la commune;
- L'étude ne donne aucune comparaison des chiffres de population et d'emploi pour la commune de Pecq dans la phase B du Rapport final;
- L'étude souligne que la création d'emploi est nécessairement liée à la mise en activité de la zone d'activité;
- Bon nombre d'agriculteurs installés depuis des générations dans l'entité, de même que les personnes travaillant dans le secteur de l'agriculture (vétérinaires, mécaniciens agricoles, entreprises agricoles, assureurs et gérants des dossiers agricoles) risquent la perte de leur emploi dans un contexte où ces personnes, ayant une formation typiquement agricole, ont peu de chance de retrouver un autre emploi;
- Pour réaliser tout ou partie des objectifs énoncés en matière d'emploi, il faudrait mettre en œuvre une politique volontariste de sélection des activités admises dans les futurs parcs d'activité, en évitant notamment de réserver le zoning pour l'implantation de parkings comme le fait Cora, et l'implantation d'entreprises dévoreuses d'espace et peu génératrices d'emplois;
- Il conviendrait également que l'intercommunale conserve la maîtrise des terrains par droit d'emphytéose ou de superficie, au lieu de les vendre, ce qui l'empêche de disposer de tout moyen de rétorsion en cas de non-respect des conditions imposées en matière d'emploi par rapport aux surfaces, fassent l'objet d'un suivi différenciant les types de situation et d'un rapport annuel.
- Le rapport sera transmis aux instances d'avis (CCAT- CRAT – CWEDD – CESRW);

Il est également demandé d'établir un quota d'emplois et d'assurer un suivi avec paiement d'indemnités en cas de non-respect par les entreprises, à défaut par l'opérateur;

➔ La CRAT prend acte de ces remarques et relève que dans la phase E, l'étude suggère l'établissement d'un quota d'emplois à assurer, en fonction des caractéristiques de la zone (p.15 – Phase E – Rapport final).

Elle évoque également la possibilité d'imposer une clause de restriction lors de la première vente de terrain liant l'accord sur l'investissement à la création d'un certain nombre de postes de travail, elle considère que ce genre de clause est de nature à dissuader la multiplication des halls de stockage, comme au zoning de Martinoire, gros mangeurs d'espace et peu pourvoyeurs d'emplois, tout en reconnaissant la valeur juridique limitée de ce genre de clause, en cas de suppression d'emplois et surtout en cas de revente.

L'étude ajoute encore :

« Il est incontestable que la création de nouvelles zones d'activité participe au dynamisme économique régional et est de nature à favoriser l'implantation d'entreprises dans ces nouvelles zones. Le lien direct entre mise à disposition de terrains et création nette d'emplois durables reste cependant au moins tributaire de deux conditions :

- l'implantation effective d'entreprises dans les zones concernées et leur viabilité économique; or, il faut bien reconnaître que la dynamique immobilière est aujourd'hui freinée par le contexte international;
- le fait que cette implantation ne constitue pas une simple délocalisation de l'entreprise, créant de nouveaux postes de travail à un endroit pour en supprimer à un autre » (p.20 – Phase E – Rapport final).

Quant au nombre d'emplois estimés, soit 3 500, il s'agit manifestement d'une erreur dans les données communiquées par l'IEG ou de l'arrêté du Gouvernement relatif à l'avant-projet.

Toutefois, l'étude ne la corrige pas et la reprend telle que dans le tableau des différents projets qu'elle a étudiés (p.19 – Phase E – Rapport final) mais signale heureusement qu'il s'agit d'une erreur.

#### 6. Mobilité – Accessibilité

- \* Un réclamant trouve regrettable que d'une manière générale, l'accessibilité routière ait été privilégiée par rapport aux autres modes de transport dans le plan prioritaire.

La mise en œuvre du plan aura comme effet un accroissement du transport routier tant des personnes que des marchandises alors que notre réseau routier et surtout autoroutier est déjà surchargé. Or, le trafic routier est générateur de pollutions et notamment de gaz à effet de serre.

\* Des réclamants soulignent le caractère monomodal du site :

— par son caractère monomodal, le projet va à l'encontre des principes préconisés par le SDER et le PEDD qui prônent des accessibilités au moins bimodales;

— l'un d'eux constate que l'étude cite le projet de Pecq-Hérinnes comme possibilité indirecte de bimodalité pour la zone en projet. Cela laisse à penser que l'on veut lier les deux dossiers et que la seule justification de Pecq-Hérinnes (E6) est de permettre un accès fluvial aux entreprises de la zone E7, entraînant ainsi un surcroît de trafic routier dans les rues de l'entité, soit par la rue Royale à Warcoing, déjà saturée en trafic lourd, soit par le centre de Pecq, ce qui poserait des problèmes quasi insurmontables;

— d'autres estiment également que l'accès à Pecq-Hérinnes et donc à la voie d'eau sera limité par la charge maximale en trafic que la route N50 peut supporter;

— un autre suggère d'implanter ce projet le long de la voie d'eau, ce qui n'engendrerait pas un trafic de camions supplémentaires et répondrait mieux à l'attente du citoyen.

Il est également constaté que loin du chemin de fer, loin de la voie d'eau, il est peu probable que les usines qui pourraient s'installer sur ce zoning soient sensibles au concept de multimodalité, l'autoroute est beaucoup trop proche.

— De très nombreux réclamants craignent les problèmes complémentaires de circulation si, à la zone, s'ajoute « le Méga Centre Cora »;

— l'insuffisance des infrastructures existantes est soulevée. Ainsi, pour Pont-Bleu, il est fait référence à un rond-point qui ne mène qu'aux containers à déchets ou vers un embouteillage à Dottignies. Une petite route rejoint cependant la route N50.

— Le trafic lié au personnel travaillant dans la zone d'activité viendra accroître le flux actuel des voitures créant ainsi une insécurité supplémentaire pour les riverains déjà confrontés actuellement aux risques engendrés par la vitesse excessive de certains automobilistes;

— La Direction Générale des Autoroutes et des Routes fait remarquer que le seul accès autorisé sur le réseau routier régional est le rond-point situé sur le boulevard Goormachtich/avenue Jacquet dit rond-point des zonings

- La CRAT prend acte de ces considérations.

Elle note que l'étude d'incidences fait état de la non conformité du projet avec les principes du PEDD en ce qui concerne l'utilisation de la voie d'eau et du rail pour le transport des marchandises étant donné que la zone projetée n'est raccordée ni à l'une ni à l'autre (p.20 - Phase A – Rapport final).

Elle constate que l'étude confirme l'observation faite par la Direction Générale des Routes et Autoroutes dans la mesure où elle signale qu'il reste un tronçon de la route N511 d'environ 1,5 km à réaliser pour la jonction entre l'autoroute A 17 et la route N50 Tournai – Courtrai soit achevée. Actuellement, à partir du rond-point dit « des zonings » la liaison est assurée par une route étroite à travers la zone d'activité existante.

Le trafic sur la route N50 est d'environ 10.000 véhicules par jour avec une contribution de 15 % de camions (pp. 51 et 52 – Phase D – Rapport final).

L'étude fait également état du fait que la gare la plus proche, celle de Dottignies se situe à quelque 7 km du site mais elle n'est pas adaptée au fret de marchandises. Un raccordement direct ne semble pas réalisable. Les plates-formes bimodales (rail-route) de Mouscron et Courtrai sont relativement éloignées du site.

La zone en projet de Pecq-Hérinnes à 3 km le long de l'Escaut, offre une possibilité indirecte de transport fluvial pour la zone étudiée (p.52 – Phase D – Rapport final).

La CRAT prend donc note que l'étude d'incidences confirme les réflexions des réclamants concernant l'accessibilité/mobilité.

#### 7. Agriculture

- \* De nombreux réclamants soulignent l'excellence des terres agricoles concernées et demandent leur maintien en zone agricole. Ils mettent en évidence les aspects suivants :

— le rapport final de la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT), déposé en septembre 2002 est suffisamment éloquent à ce sujet. Il préconise l'extension de la zone agricole de manière large pour tous les plans de secteur. A contrario, il constate que l'espace dévolu à l'activité économique est suffisant et qu'une entente entre les opérateurs suffirait à couvrir les besoins pour les dix prochaines années.

— L'impact du plan prioritaire sur le secteur agricole a été systématiquement sous-estimé. La perte de 1480 ha aura notamment pour effet de réduire la production de céréales de plus de 7.800 T. Cette diminution de l'offre accélérera la restructuration des organismes stockeurs et des pertes d'emplois devront être déplorées tant au niveau des secteurs de l'amont que de l'aval de l'agriculture. Par ailleurs, il faut espérer que la production indigène satisfera toujours à la masse critique nous permettant de « gommer » les fluctuations du marché. Nos besoins intérieurs de l'ordre de 15 millions de tonnes ne sont plus couverts que par une production de 5 millions de tonnes. Nous dépendrons donc davantage encore des importations et devrons assumer les coûts de transport plus encore qu'aujourd'hui.

— C'est à nouveau à un sacrifice de bonnes terres agricoles que l'on assiste. Les agriculteurs contribuent à maintenir une diversité des paysages. Ils permettent de faire le lien avec le terroir. Pour nos enfants, ils sont une illustration vivante et naturelle de la production alimentaire. Quelle commune laisserons-nous à nos enfants quand on sait que les zonings couvrent 14 % de la superficie de Mouscron ?

— Le rôle de l'agriculture ne se limite pas à un rôle de simple fournisseur d'aliments. Les agriculteurs sont reconnus comme étant le meilleur garant d'un paysage à la fois fonctionnel et naturel, qui vit et change au rythme des saisons et qui de ce fait, agit de façon bienfaisante sur le psychisme de l'être humain.

Les plantes cultivées par les agriculteurs ont en outre, sur l'environnement un bienfait inestimable. Aussi, un hectare de betteraves dispose d'une forte capacité à fixer le gaz carbonique et est reconnu comme quatre fois plus efficace qu'un hectare de forêt.

— Pour l'environnement, l'agriculteur a de plus en plus besoin de bonnes terres agricoles, il n'est donc pas question de lui en soustraire.

En effet, des entreprises agro-alimentaires de notre région, éprouvent de plus en plus de difficulté de trouver dans leur région des hectares disponibles et doivent parfois, pour développer leur production, faire plus de cent kilomètres pour s'approvisionner. Cette distance rend ces cultures beaucoup moins rentables et peut amener l'industriel à se délocaliser.

— La région a, depuis une vingtaine d'années, perdu une bonne partie de son patrimoine agricole à cause de l'autoroute A17 et ensuite, tout le nord qui est devenu une zone industrielle. A force de toujours amputer les exploitations, les agriculteurs disparaîtront.

\* Des réclamants et des exploitants agricoles remarquent l'impact du projet sur la viabilité des exploitations agricoles compte tenu des éléments suivants totalement ignorés dans l'étude d'incidences :

— Les exploitations concernées ne sont pas décrites, pas plus que les effets induits des emprises sur leur viabilité. Ainsi, la réforme de la PAC actuellement en chantier et subordonnant les aides aux agriculteurs au principe de la « conditionnalité » n'est pas mentionnée;

— Depuis le 29 novembre 2003, le plan « Nitrawal » est en vigueur. Il implique un équilibre entre le nombre de têtes de bétail et la superficie de l'exploitation (taux de liaison au sol). En cas de dépassement, l'exploitant est amené à réduire son bétail ou à conclure des contrats d'épandage. Or, on se situe dans une région où l'échange d'effluents d'élevage est quasi inexistant étant donné le grand nombre de fermes mixtes qui sont déjà en dépassement.

Avec l'inscription des quelque 1 500 ha de zone agricole en zone d'activité, il n'est pas difficile d'imaginer la production animale qui va disparaître faute de terres d'épandage.

Les primes PAC et les plans Nitrawal cumulés étant liés au sol, la perte de revenus sera doublée si pas triplée. La liaison sol/exploitation est plus que jamais de prime importance.

— Un remembrement entre voisins a été réalisé. De quelque 40 parcelles cadastrales initiales, il a abouti à une dizaine de parcelles. L'implantation de la zone d'activité créera un tas de petits triangles inadaptés.

— Les exploitations possèdent toutes un quota laitier et betteravier intéressant qui restent toujours le garant de toute rentabilité. Ces quotas resteront liés à la ferme mais ne pourront plus être produits à cause de la perte des terres. Petit à petit, les quotas disparaîtront et diminueront la valeur vénale de l'exploitation.

— Quatre exploitations sont concernées. L'une d'entre-elles, la ferme Taelman perdra 8 ha sur 19 ha. Elle disparaîtra nécessairement. L'âge de l'exploitant (51 ans) ne permettra pas sa reconversion.

Une seconde perdra 8 ha sur 39 ha et se situera à quelque 150 m de la zone d'activité, ce qui la dévalorisera considérablement.

Le troisième, de la ferme Druart qui a développé une production fromagère, perdra 4 ha sur 27 ha. Elle deviendra vulnérable dans la mesure où elle ne peut être rentable que si elle assure elle-même la production de nourriture de son bétail. Les hectares supprimés ne permettent plus d'appliquer cette stratégie.

De plus, l'image « produit du terroir » sera fortement handicapée par la proximité de la zone d'activité.

La quatrième perd un peu plus de 3 ha sur 39 ha

— Des réclamants dénoncent le fait que l'auteur de l'étude n'a pris contact ni avec les exploitants concernés par l'alternative qu'il a proposée, ni avec les autorités communales.

- La CRAT prend acte de ces remarques.

Elle reconnaît que l'étude d'incidences minimise fortement l'impact du projet sur l'agriculture en général et sur les exploitations visées par le projet qu'elle ignore totalement.

Dans les effets sur les activités primaires (p.100 - Phase D - Rapport final) on y lit :

« Ce projet s'implante sur des terres de bonne qualité agricole, aptes aux cultures annuelles, représentant une surface d'une trentaine d'hectares. Il englobe principalement un ensemble de trois grandes parcelles (en terme d'unité de grandes cultures).

La perte de ces terres agricoles engendrera un impact sur les activités agricoles en terme de gestion des cultures, mais aussi globalement sur la gestion de l'exploitation. Cependant, celui-ci ne met pas en péril cette activité. Une ancienne ferme en restauration est menacée d'expropriation ».

Dans les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du projet, l'étude poursuit comme suit :

« Les dernières crises qu'a subi le monde agricole, la perception que certains citoyens se font de l'agriculture ainsi que d'autres éléments comme des contraintes administratives de plus en plus élevées, des contrôles engendrent aujourd'hui un réel malaise dans la profession.

Les agriculteurs représentent à peine 2 % de la population active, tout en gérant environ 50 % du territoire wallon.

Il assurent la fonction de production de matières premières mais également des fonctions de plus en plus sollicitées par la société et qui sont extérieures à leur « métier de base » : gestion de l'espace rural, fournitures de services (débroussaillages, déneigement...), maintien d'un cadre de vie rural, etc.

Les agriculteurs sont impliqués au premier titre par les projets de création de nouvelles zones d'activité qui s'implantent sur des terres agricoles. Ils devraient pouvoir faire l'objet d'un suivi lors de la mise en œuvre de nouvelles zones d'activité sur les terres qu'ils exploitent.

Ce suivi pourrait prendre plusieurs formes :

- une aide à la réalisation d'un audit des exploitations touchées. Certaines méthodes d'indicateurs d'état ou d'impact existent, s'intéressant à l'état global de l'exploitation du point de vue de l'agriculture durable (fonctions économique, socio-territoriale et environnementale de l'agriculture). Les composantes économique et sociale de l'exploitation font dans un tel cas l'objet d'un suivi attentif;
- le cas échéant, une aide pour la recherche et l'acquisition de nouvelles terres pour la délocalisation des infrastructures (on pense ici, notamment aux laitiers qui perdent leurs prairies attenantes à la salle de traite), pour la diminution du cheptel et des droits à produire perdus, etc.

Ce suivi devrait se faire en harmonie avec le phasage de la mise en œuvre de la ZAE » (p.15 – Phase E – Rapport final).

#### 8. Mise en œuvre de la zone d'activité

Différentes remarques ont trait à la mise en œuvre de la zone d'activité économique et aux nuisances qui en découleront mais celle-ci n'est pas du ressort direct de la présente enquête.

En effet, si la zone devait être inscrite au plan de secteur dans le cadre de l'adoption finale de plan prioritaire par le Gouvernement wallon, elle devrait faire l'objet de l'élaboration d'un cahier des charges urbanistique et environnemental en application de l'article 31*bis* du CWATUP;

##### 8.1. Les nuisances

###### 1° La qualité de l'air

- ➔ Des réclamants craignent l'impact du projet sur la qualité de l'air. L'air n'est pas arrêté par les frontières. La proximité de la métropole lilloise au sud-ouest de l'entité d'Estaimpuis (dans les vents dominants), les entreprises installées à Mouscron et à Espierres et le trafic que cela engendre, en plus de l'autoroute, sont des éléments importants quant à la qualité de l'air pour laquelle il faut aussi tenir compte de l'évolution des autres zones lorsqu'elles seront complètes (avec éventuellement le Cora). Ils demandent que soient effectuées des analyses complémentaires de l'air (dioxines – métaux lourds – poussières). D'autres réclament un complément d'étude sur cet aspect.
- ➔ La CRAT prend acte de ces considérations.

Elle note qu'en ce qui concerne les dioxines, le soufre et l'ozone, les teneurs sont largement inférieures aux normes.

Quant à la teneur en oxyde d'azote, aucun chiffre n'a été communiqué, les mesures étant trop récentes.

Il n'y a pas de station de mesures à proximité pour les métaux lourds ni pour les poussières sédimentables.

Néanmoins, la zone concernée peut être influencée par la proximité de l'agglomération lilloise (p.p.12 et 13 – Phase D – Rapport final).

L'étude recommande « que les banques de données de qualité en Région wallonne reflètent les données pertinentes des réseaux voisins à proximité de ses frontières ou formalisent un renvoi prévu vers les sources de données des Régions voisines » (p.17 - Phase E – Rapport final).

###### 2° La qualité des eaux

- ➔ Des réclamants soulignent l'impact du projet sur les eaux de surface et les eaux souterraines.

Ils relèvent que la zone projetée se situe à proximité d'une zone de captage et dès lors que le principe de précaution prévaut; l'imperméabilisation des sols va accentuer les problèmes d'inondation dans le bassin de l'Espierre. Ils demandent de préciser clairement le principe de « gestion intégrée » des eaux : séparative, infiltrée, tamponnée (bassin d'écrêtement avec fonction esthétique, écosystème aquatique permanent, lagunage à macrophytes...) et d'utiliser des techniques de « réinfiltration » des eaux « propres » qui, bien appliquées, présentent des avantages indéniables.

La suppression du déversoir d'orage situé au droit du pont de la RN50, berge gauche, en aval de l'écluse de Warcoing, entre la rivière Espierre et le canal de l'Espierre est demandée.

- ➔ La CRAT prend acte de ces remarques.

Dans les conclusions de l'étude sur les effets de la mise en œuvre du projet sur les eaux de surface et les eaux souterraines, il est dit que :

« En ce qui concerne les eaux de surface, des rejets pourraient perturber les débits (en particulier dans le Rieu du Pont Bleu), qui sont très faibles. Les rejets n'aggraveront guère la nature des eaux qui est déjà très mauvaise. Selon les volumes, la nature des rejets et leur traitement, ils pourraient cependant contrarier certains objectifs d'amélioration ou, plutôt favoriser une certaine dispersion des polluants dans le canal de l'Espierre.

Pour les eaux souterraines, la nappe de surface, très vulnérable, pourraient subir des modifications de régime et de qualité. La nappe profonde risquerait une pollution en cas de forage et de mesures de protection insuffisantes » (p.91-Phase D – Rapport final).

Dans la phase E, l'auteur de l'étude émet une série de recommandations relatives à une gestion intégrée des eaux et aux eaux souterraines. Il importera d'en tenir compte lors de l'élaboration du cahier des charges urbanistique et environnemental prescrit par l'article 31*bis* du CWATUP

##### 8.2. Le cadre de vie

- ➔ \* L'impact du projet sur le paysage et sur le cadre de vie est dénoncé par de nombreux réclamants qui demandent le maintien du caractère rural et agricole du site, garant de leur qualité de vie.

Le projet va porter également atteinte aux qualités paysagères remarquables du canal de l'Espierre, site classé, et des réclamants soulignent la nécessité absolue de préserver ses abords.



Si le projet devait aboutir, c'est sous la forme de l'alternative retenue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003. Dans ce cas, il conviendrait d'adopter des mesures de protection visant à limiter l'impact visuel négatif de la zone tels les périmètres d'isolement de minimum 50 m de large plantés d'arbres à haute tige et d'arbustes indigènes de taille et couleur de feuillage différentes, plantation de haies autour des prairies, plantation le long de la route N511 d'espèces à haute tige et plantation ponctuelle de peupliers en deuxième et troisième lignes aux abords de l'Espierre et côté contre-fossé.

\* Un réclamant s'insurge contre le fait que l'étude soit muette quant au cadre de vie du quartier du Petit Lannoy et de la rue du Château d'Eau où les habitations et les fermes s'intègrent parfaitement les unes avec les autres.

- ➔ La CRAT prend acte de ces remarques et propositions. Elle constate que l'étude, dans l'analyse du reportage photographique du dossier cartographique, décrit le quartier du Petit Lannoy ainsi que le canal de l'Espierre. Chacune de ces descriptions s'accompagne de recommandations :

« Depuis le hameau de Petit Lannoy, apparaissent sur une ligne d'horizon continue le zoning de P.M.E., la ferme isolée de Clerquant, la silhouette du front du village de Spiere-Helkijn et le couloir de l'Espierre. La vue est à plus de 180° vu la présence de grandes étendues de terres cultivées. Les arbres, qu'ils soient en alignement ou en bosquets, ferment la vue soit d'une manière proche soit plus lointaine. La station d'épuration en construction devra absolument être dissimulée vu qu'elle avoisine l'ensemble paysager du canal de l'Espierre » (...)

« Le canal de l'Espierre est un long ruban encadré de part et d'autre d'une rangée de peupliers. Le canal est en surplomb par rapport au canal de dérivation et aux terres avoisinantes. Le canal crée à lui seul un paysage exceptionnel car devenu très rare en Hainaut occidental et de grande qualité. Il serait souhaitable :

- de reconnaître la valeur paysagère de ce canal de l'Espierre,
- d'intégrer ce canal et une zone tampon de 500 m de chaque côté des berges à un couloir écologique de liaison, permettant d'assurer un maillage d'ouest en est;
- de rétablir une circulation fluviale mais de plaisance,
- de transformer le canal de dérivation en un réel canal et non comme actuellement en un égout,
- d'absolument programmer le remplacement, par zone, des peupliers bordant le canal afin d'éviter une mise à blanc générale,
- de reconstruire un paysage avec des haies ceinturant les prairies afin de dissimuler l'aspect assez hétéroclite de la rurbanisation de Petit Lannoy » (p.115 – Phase D – Rapport final).

### 8.3. Phasage et prescriptions supplémentaires

#### 1° Phasage

La CRAT prend acte qu'un phasage est demandé si la zone devait être mise en œuvre. Elle relève que dans les recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences, ce phasage est également préconisé.

#### 2° Des prescriptions supplémentaires

\* Des réclamants demandent d'interdire les commerces, les bureaux et les services qui peuvent s'implanter en milieu urbain dans la zone d'activité si elle devait être mise en œuvre.

La CRAT rappelle que la prescription supplémentaire repérée € R1.1 est d'application pour cette zone selon l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 2003 :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée \*R1.1, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone. »

\* D'autres réclamants demandent la réversibilité de la zone d'activité à la zone agricole si celle-ci n'était pas mise en œuvre endéans les 3 ans.

La CRAT prend acte de ces demandes.

### 8.4. Création d'un Comité d'Accompagnement

- ➔ \* Des réclamants demandent qu'un Comité d'Accompagnement soit mis en place afin que les riverains puissent avoir un espace de dialogue et de rencontre pour le suivi du cahier des charges avec les autorités communales, régionales, et les entreprises qui s'implanteront dans le zoning.

Pour d'autres, ce Comité de suivi doit être mis en place pour s'assurer que tous les permis d'environnement des entreprises soient en ordre avant la construction et respectés pendant l'exploitation.

\* D'autres demandent l'établissement et la publication d'un « document tableau de bord » informatif – distribué gratuitement auprès des administrations concernées par le projet – reprenant toutes les données du projet dans l'éventualité où celui-ci se réalisait.

- ➔ La CRAT prend acte de ces propositions.

Elle estime que si la zone d'activité devait voir le jour, elles devraient être étudiées dans le cadre du cahier des charges urbanistique et environnemental prescrit par l'article 31bis et auxquelles les autorités communales seraient associées.

### 9. Article 46, § 1<sup>er</sup>, 3°

La CRAT note que l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 ne s'accompagne d'aucun projet de réaffectation de sites d'activité économique désaffectés ni de l'adoption de mesures favorables à la protection de l'environnement.

En effet, pour la CRAT, la réalisation d'un périmètre ou d'un dispositif d'isolement ne peut être considéré comme une mesure favorable à la protection de l'environnement puisqu'il s'agit d'une imposition de l'article 30 du CWATUP.

Elle est rejointe dans son point de vue par un réclamant qui estime qu'il ne peut être question de faire entrer dans ce cadre, comme le font certaines études d'incidences, les mesures de bonne gestion (plantations paysagères, exécution des dispositifs d'isolement, implantation d'un abri-bus...) censées être d'application dans toute zone d'activité économique en dehors même du prescrit de l'article 46. Une mesure ne peut être qualifiée de compensation que si elle vise à contrebalancer les effets pervers de la création de nouvelles zones sur l'économie du territoire. Ces effets pervers sont liés au fait que les nouvelles zones sont périphériques par rapport aux agglomérations existantes, ce qui constitue un risque pour la dynamisation de celles-ci.

Dès lors que des crédits seront injectés dans l'urbanisation de « l'espace ouvert » via la loi d'expansion, il préconise que des crédits équivalents soient imputés à la requalification et à la redynamisation des villes grandes ou petites (opérations de rénovation urbaine- requalification de friches industrielles).

Cette masse financière devrait alimenter le Fonds d'Aménagement Opérationnel institué par l'article 183 du CWATUP par une technique budgétaire appropriée garantissant qu'au fil du temps, des masses financières équivalentes soient engagées dans les deux politiques.

#### 10. Autres remarques

► \* Un réclamant demande quelles seront les indemnités pour les désagréments occasionnés aux riverains ?

\* Diverses recommandations sont également proposées concernant le site classé du canal de l'Espierre :

- dissimuler la STEP du Pont-Bleu en construction près de l'écluse de Warcoing par un épais rideau de végétation;
- ne pas recommencer la même erreur que pour la STEP d'Estaimpuis prévue au droit du pont de « Maison Rouge » situé dans le champ de vision de l'écluse d'Estaimpuis;
- encourager la plantation de haies hautes autour de prairies entre la zone d'activité et le site classé du canal;
- réhabiliter et réaménager les berges de l'Espierre de manière écologique;
- programmer le remplacement par zone et non par une mise à blanc des peupliers situés en bordure du canal.

\* Des réclamants estiment que la plus-value des terrains suite aux modifications des plans de secteur devrait profiter aux expropriés et non aux intercommunales. Un médiateur gratuit devrait être à disposition des expropriés.

\* Un autre réclamant suggère, à l'ère des énergies renouvelables et alternatives, d'être attentif à l'énergie végétale (colza) et d'utiliser les jachères à cet effet plutôt qu'à les transformer en béton de manière à maintenir une mondialisation positive, en nous rendant indépendants des aliments industrialisés ou à base d'OGM américains ou autre. « Merci à nos producteurs de fruits naturels de la terre qui nous approvisionnent sainement tous les samedis au « Petit Marché » de Tournai ».

\* Un autre s'insurge contre les projets lancés tous azimuts contre les bonnes terres. Il demande si les produits du terroir, dont on vante les mérites, vont disparaître et quel sera l'impact sur le tourisme ? « Faudra-t-il laisser crever de faim les artisans de la terre qui ont la passion de leur métier malgré les embûches dont ils sont victimes ? Faudra-t-il finalement ne se nourrir que de ce qui est importé sans pouvoir vérifier la traçabilité ? Quoi qu'on en dise, les renseignements à ce sujet sont de plus en plus succincts ».

D'autres réclamants insistent sur la nécessité de pouvoir manger des produits régionaux artisanaux de qualité et au bon goût. Pour cela, il leur faut des terres.

#### 11. La qualité de l'étude d'incidences

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau d'études Atelier 50, dûment agréé pour ce type de projets.

La CRAT estime l'étude satisfaisante dans la mesure où elle respecte strictement le contenu du cahier des charges, ce qui rend sa lecture quelque peu fastidieuse car répétitive.

La CRAT relève néanmoins des lacunes dans le chapitre emploi qui est réduit à la plus simple expression et dans lequel l'auteur n'essaye pas de remédier aux erreurs des arrêtés du Gouvernement wallon sur le nombre d'emplois espérés.

Le chapitre consacré à l'agriculture est une nouvelle fois très superficiel en ce qu'il ne s'intéresse même pas aux exploitations concernées.

L'absence de rigueur concernant le déversement des eaux usées de la zone dans la STEP de Pont-Bleu.

L'étude déclare simplement « si sa capacité de traitement est suffisante, la STEP pourra accepter les eaux domestiques usées issues de la zone d'activité » (p.100 - Phase D).

Elle ne met pas en relation la capacité de la STEP avec la charge qui lui sera destinée (quatre entités et zone d'activité).

#### II. Considérations particulières

##### ESTAIMPUIS

##### 1. Raze A. et D.

Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

##### 2. Vallée R.

Il est pris acte des remarques en faveur du maintien de la zone agricole. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 3. Cornil - Goemare (4 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 4. Goemare-Lampole (2 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 5. Goemare G.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 6. Delputte L.- Denutte K. (2 signataires)

Il est pris acte des remarques en faveur de maintien de la zone agricole. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 7. Druart J. - Sol B. (2 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

##### 8. Herpoel Y.

Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

##### 9. Lequeux P.

Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

##### 10. Direction Générale de l'Agriculture - Division de la Gestion de l'Espace rural - G. Bollen

Il est pris acte des remarques auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

##### 11. Hossey G.

- Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.
12. FWA – JP Champagne  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
13. Vlieghe C.  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
14. Van Heule P.  
Il est pris acte des remarques critiques à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
15. Cossement-Bruyneel R. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
16. Estaimpuis Action – M. Trenteseaux  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
17. Vantomme P.  
Il est pris acte des objections à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
18. Ducoulebrier R. et E. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
19. Ryckewaert B.  
Il est pris acte des remarques critiques à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
20. Renard T.  
Il est pris acte des remarques critiques à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
21. Clouet J.M.  
Il est pris acte des remarques critiques à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
22. Duthoit C.  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
23. MET – Direction générale des Routes et Autoroutes – Debroux R.  
Il est pris acte des impositions relatives à l'alignement des constructions et à l'accès au site.
24. Echevin D.  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
25. Les Amis de la Terre – Locale d'Estaimpuis – X. Adam  
Il est pris acte des remarques critiques à l'égard du projet. Il y est fait référence dans les considérations générales.
26. Delattre-Bruyneel J. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
27. Taelman-D'Haene L. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
28. Goemare – Laloy J.  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
29. Non attribué
30. Les Amis du Canal de L'Espierre – Guëll L.  
Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.
31. Trooster G.  
Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.
32. Herman-Broidio L. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
33. Non attribué.
34. Druart X. et L. (2 signataires)  
Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.
- Il est répondu aux réclamations n° 35 à 112 dans la réclamation n°34 :
35. D'Hondt Xavier  
36. Delattre - Bruyneel  
37. Delattre Marcel - Vanderheeren  
38. Delattre Philippe  
39. Desmons Gérard  
40. Francine Vanderheeren  
41. Vannieuwenhuyze Philippe  
42. Detremmerie - Szuchowsky  
43. Coopman Gilda

44. Okenda Moise
45. Surmont Andre Vancaeneghem Marie-Thérèse
46. Bilterys Isabelle
47. Deldache Marcelle
48. Lopes - Dewaele Alberto Et Maire Christine
49. Raepsaet - Balkaem
50. Ameye Jean Pierre
51. Sonnevile - Vanhoutte
52. Gallois – Selosse (2 signataires)
53. Buysens - Ladon
54. Aelpoet - Turpys
55. Difrancesca - Tanghe
56. Baeghe - Mineke
57. Coulembier - Redts
58. Herman – Broidioi (2 signataires)
59. Druart Jean
61. Non attribué
62. Non attribué
63. Non attribué
64. Non attribué
65. Non attribué
66. Non attribué
67. Non attribué
68. Non attribué
69. Non attribué
70. Villyn Urbain
71. Sapaert Pierre
72. Surmont Michel
73. Denorme - Demets
74. Delemme Jean Marie
75. Cappelaere Bondroit (2 signataires)
76. Carette Christian
77. Druart Laurent
78. Glorieux Martine
79. Detavernier Rosa
80. Pasbecq Gery - Vandermeersch Nadine
81. Gaereminck
- 81 bis. Delmote Ameye
82. Vanmeenen Simone
83. Dernots Freddy
84. Vanuynckt
85. Breyne Ch.
86. Allard De Smedt
87. Coffens JJ - Wastiaux Karin (2 signataires)
88. Coudoux
89. Bueauleulin Louis
90. Delantre - Keunebrock
91. Verriest J.
92. Van Damme Jacques
93. Vannest Gaëlle
94. Carbonné Carine
95. Salmon Nicole
96. Deltour Denise
97. Detavernier Philippe
98. Betin - Duchatelet
99. Fauvaque Michel – Delattre (2 signataires)
100. Vandemeulebroecke F.
101. Ecrepont Leduc (2 signataires)
102. Dekimpe
103. Coopman Demuynck (2 signataires)
104. Bilterys – Schoore (2 signataires)
105. Taelman Sophie
106. Fauvaque Marc
107. Desbruyères - Delattre
108. Delanghe Ludovic

109. Nuttens Christophe
110. Debue Michel - Delattre Anne
111. Coopman - Debaere (4 signataires)
112. Lepers Damien
113. Seynave B. et Deschamps M.A.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations n°114 à 425 dans la réclamation n°113 :

114. Dufoy Alain
115. Demesmacker R.M.
116. Manhaeghe
117. Lesur Delphine
118. Tonnelle Mp
119. Seynave - Delcroix Paul et Agnès
120. Seynave - Vantomme Paul-Pierre et Christine
121. Seynave - Verhest Vincent et Wendy
122. Vallée Raymond
123. Bonnet Henri
124. Hovine - Raymond
125. Claeys Fr.
126. Hergibo Robert
127. De Croij Ellezelles
128. Maegerman Jérôme
129. Lenchon
130. Simonis Emmanuel
131. Claix Fabienne
132. Berthe R.
133. Henry - Becquart
134. Soyez Martine
135. Bouckaut
136. Decaux E
137. Lowys Serge
138. Demony Ch.
139. Klaudova Irena
140. Engelbert - Boutellier
141. Urbain
142. Henry
143. Descol
144. Van Belle
145. Pessemier G.
146. Tillieux Plateau
147. Guibert Bargibant
148. De Bock-Fontaine
149. Allard François
150. Bonnet Dutrieux
151. Brunin - Vivier
152. Watripont Marc
153. Copin Yvonne
154. Fekih Fournier (2 signataires)
155. Petit Jocelyne
156. Durieux Anne
157. Berte ML
158. Devalensart (2 signataires)
159. Saloft Murielle
160. Verzele
161. Louis Alain
162. Leroy - Renaud
163. Dujardin Bernard
164. Roos Michael
165. Dumont Jean
166. Desfrennes Karina
167. Delchine Yvette
168. Hadjadj Camel
169. Malvoisin Martine
170. Denis Katty

171. Renaud A.
172. Rasseneur
173. Dujardin Alain
174. Devlaminck Claude
175. Marlière Brigitte
176. Delvigne
177. Leroy Michel
178. Defrannes-Colin (2 signataires)
179. Gosset Caroline
180. Labar Claude
181. Gosset Michel
182. Regibo Daniel
183. Hanart J
184. Declercq Philippe
185. Roland Christian
186. Bodart Rita
187. Renard Jeanne
188. Conem F.
189. Terri A
190. Berte Gorts (2 signataires)
191. Berte Grégory
192. Moullaert
193. Lebrun Véronique
194. Montignies Josepha
195. François Martine
196. Mesbuquoit Cl
197. Segard
198. Semet
199. Cuvelier Pillon
200. Coghe Nathalie
201. Millies Daniel
202. Duforet A
203. Demeulemeester M
204. Viot-Frison D.
205. Lorthioir
206. Sarot Christine
207. Mallet-Duprez
208. Brevart Mory
209. De Roy Anne
210. Baudlen Maryse
211. Deronne M.
212. Guévert JP
213. Ledemt - Liagre Ph.
214. Liénard - Dropprier
215. Van Goethem R. - Flass Gabrielle (2 signataires)
216. Thomas Monique
217. Pierquin - Merlo
218. Leroy G.
219. Malice Ch.
220. Born Jorge
221. Glorieux M.P.
222. Vandamme R.
223. Sardis
224. Verdonck Jacques
225. Dhaene Alexandre
226. Duquesnoy A.
227. Vanderhaegen
228. Desmet - Demeulemeester
229. Cottenier - Verdonck
230. Dewitte Nathalie
231. Decruyenaere - Devos
232. Pieters Jean
233. Goubet Marie-Paule
234. Mey Christophe
235. Maes - Dedeurwaerden

236. Vandenhoeck - Dewulf
237. Wielfaert
238. Bury F.
239. Beheydt Félix
240. Dumont Stéphanie
241. Baeghe Mimeke
242. Bekaert Marleen
243. Houttequiet Rita
244. Delécluse Annick
245. Malaise Emily
246. Wolfs-Stélandre
247. Roudelaere Nele
248. Descarpentrie - Piérard (2 signataires)
249. Desbruyères
250. Valeke Andréa
251. Delporte Joëlle
252. Cassart - Vroman (2 signataires)
253. Caes-Verbrouck
254. Allaerd
255. Sory - Liagre
256. Artezian
257. Louchart Marielle
258. Michaux Charline
259. Catteau Claire
260. Delmeulle Guy
261. Vicart - Semet
262. Vandeveldde Philippe
263. Vandriessche Jacques-Yves
264. Boterdael R.
265. Landrieu P.
266. De Bue André
267. Couby
268. Hubaut
269. Decourcelle
270. Oosterlinck - Odvart (2 signataires)
271. Taillieu - Wanin
272. Vauroose Frans
273. Goncè Heggermont
274. Gallet André
275. Ronsse Philippe
276. Deroeufs S. et Manche J. (2 signataires)
277. Landrien Willy
278. Chibouw André
279. Chantraine
280. Faville
281. Van Eeckout
282. Moreels-Fourneau C.
283. Bauts-Dethier
284. Renard Benoit, Maggie Sol
285. Senechal Henri
286. Ronse M.
287. Phorasyn Gilles
288. Leuridan Lydie
289. Vercleven Claudine
290. Breyne C.
291. Belkmelfa Samira
292. Gossart
293. Delmeulle Lecomte (2 signataires)
294. Delmeulle F.
295. Meuris Ponthieu
296. Meuris Luc
297. Catteau Daniel
298. Fillet Catherine
299. Pitarelle
300. Herpoel

301. Magnier
302. Gilles Haumont
303. Eglem H.
304. Ghils Thibaut
305. Mory Anne
306. Chantry Marc
307. Fore E.
308. Golonne Sophie
309. Marlière H.
310. Desablens
311. Moullet PH
312. Florin D.
313. Van Coppenolle J.
314. Bassilière F.
315. Glorieux JM
316. Dewasme
317. Bouton-Van Cauwenberg
318. Delvallée Ch.
319. De Coucel
320. Agache
321. Coutier-Gorts
322. Coppenolle Xavier
323. Nièce Colette
324. Cornu Thierry
325. Cornu Thierry
326. Destrebecq Patricia
327. Duburcq Carine
328. Hergibo Elodie
329. de Haar E.
330. Thomas Christelle
331. Corbanie Steve
332. Crombez Alice
333. Devillers Hélène
334. Bichet Florence
335. Magnier Yves
336. Georges A.
337. Seynaeve V. et Coppenolle A
338. Mulier
339. Fontaine J.
340. Terryn Jules
341. Favier – Segono
342. Hautrive André
343. Delcourt-Danniau
344. Bernard P.
345. Durieux
346. Lefebvre M.
347. Vanlande
348. François Jules
349. Ponchau
350. Hardeman denise
351. Laurette
352. Hespel-Perschenel
353. Freteur Bruno et MP
354. Janssens Philippe
355. Quinet Joel
356. Vandevondele-Dewaele
357. Vandaele Norbert
358. Marin
359. Dereux
360. Hannevart
361. Watteau Pierre
362. Detournay-Petit
363. Coppenolle A. D'Heygere MP
364. Meurant T.
365. Dubruffaut P.



366. Boutillier M.
  367. Desoubry
  368. Boutry-Delneste
  369. Taquet
  370. Lefèvre Philippe
  371. Piepers MC
  372. Hachard (2 signataires)
  373. Imbert Michel
  374. Evrard-Maes (2 signataires)
  375. Maes André
  376. Delmote
  377. Lesne-Wargnies
  378. Bruye Denis
  379. Delporte Gérard
  380. Legrain André
  381. Lecorne
  382. Florim D.
  383. Alavoine
  384. Duquesne
  385. Devrieze Delphine
  383. Vervenne Yannick
  387. Devrieze Maxime
  388. Devrieze Pierre
  389. Delabie Peggye
  390. Kerkhove E.
  391. Au Pain d'autrefois -
  392. Smogor-Van Remoortele
  393. Debuys Philippe
  394. Dubus
  395. Desbryères Marie
  396. Semedo C.R.
  397. Decroix Janine
  398. Viseur
  399. Adens Micheline
  400. Deconinck Parmentier
  401. Deschodt Coralie
  402. Bauwens Julie
  403. Nappe Nathalie
  404. Desbryères-Debue
  405. Nuttens-Kins
  406. Vanoverberghe V.
  407. Buttiens
  408. Leboeuf-Desbryères
  409. Desbryères Angèle
  410. Deleberghe Fanny
  411. Legrand
  412. Fontaine Bodart
  413. Manche
  414. Tossut-Vandersteene
  415. Destrebecq A.
  416. Hovart
  417. Tonneau Louis
  418. De Tollenaere ML
  419. Leduc T. et Roland C.
  420. Delattre-Bruyneel J.
  421. Bauts Mélanie
  422. Mertbroeck-Vandenbulcke
  423. Delmote-Laseux et Raisse José (2 signataires)
  424. Surmont Fabienne
  425. Lefebvre Pierre
- B. MOUSCRON
1. De Pourcq C.

Il est pris acte des remarques critiques et des questions posées. Il y est fait référence dans les considérations générales.

2. Vannesche S.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

3. Vanzeveren D.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

4. Geers M.R.

Il est pris acte des remarques critiques et des demandes. Il y est fait référence dans les considérations générales.

5. Woestyn J.

Il est pris acte des remarques critiques et des demandes. Il y est fait référence dans les considérations générales.

6. Desbryère A et N.

Il est pris acte des remarques critiques et des demandes. Il y est fait référence dans les considérations générales.

7. Van Heule P.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

8. Interenvironnement Wallonie – J. Kievits

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

9. Clouet J.M.

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

10. Herpoel Y.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

11. Direction Générale des Autoroutes et des Routes – Debroux R.

Il est pris acte des impositions relatives à l'alignement des constructions et à l'accès au site.

12. Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement – Pendeville B.

Il s'agit de l'avis de la Division de la Prévention et des Autorisations à Mme D. SARLET, Directrice Générale de la DGATLP

13. Hossey J.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

C. PECQ

1. Lefebvre – Benoît M. et B.

Il est pris acte de la demande de conversion d'une zone d'aménagement différé en zone d'habitat. Celle-ci n'est pas du ressort de la présente enquête.

2. Direction Générale des Autoroutes et des Routes – Debroux R.

Il est pris acte des impositions relatives à l'alignement des constructions et à l'accès au site.

3. DGRNE – Division de la Prévention et des Autorisations – Pendeville B.

Il s'agit de l'avis de la Division à Mme SARLET, Directrice Générale de la DGATLP.

4. Cornil – Goemare (4 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Il est répondu aux réclamations 5 et 6 dans la réclamation n°1

5. Goemare-Lampole J. (2 signataires)

6. Goemare G.

7. Faveux D. et F.

Il est pris acte de l'opposition à toute expropriation et des raisons qui la motivent.

8. Goemare-Laloy (2 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

9. Smette R. et M.C. (2 signataires)

Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

10. Les Amis du Canal de l'Espierre – Guëll L.

Il est pris acte des remarques et propositions auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

11. Herpoel Y.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

13. Lequeux P.

Il est pris acte des remarques et propositions. Il y est fait référence dans les considérations générales.

14. Delputte-Denutte L.

Il est pris acte des remarques. Il y est fait référence dans les considérations générales.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2004/27138]

**22. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz und Mouscron-Comines zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes in Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) und Mouscron (Dottignies) (Karte 37/2N)**

Die wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 37, 41 bis 46 und 115;

Aufgrund des Entwicklungsplans des Regionalen Raums (SDER), der von Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedet worden ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Januar 1979, zur Festlegung des Sektorenplans von Mouscron-Comines, abgeändert durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juli 1993 über die Eintragung von Handwerkergebieten und der Streckenführung der RN511;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 1981 zur Festlegung des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz, unter anderem abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990, den 7. März 1991 und den 29. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan von Tournai-Leuze-Péruwelz einer Revision zu unterziehen ist und mit dem der Vorentwurf zur Abänderung dieses Plans zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes in Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) und Mouscron (Dottignies) in der Nähe des Gewerbegebietes von Pont Bleu - Barrière de Fer (Karte 37/2N) angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003, mit dem der Revisionsentwurf des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz und Mouscron-Comines zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes in Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) und Mouscron (Dottignies) in der Nähe des Gewerbegebietes von Pont Bleu - Barrière de Fer (Karte 37/2N) angenommen wurde;

Aufgrund der Beanstandungen und Bemerkungen anlässlich der öffentlichen Befragungen, die in Estaimpuis und in Pecq vom 25. Oktober bis zum 8. Dezember 2003 und in Mouscron vom 31. Oktober bis zum 15. Dezember 2003 stattgefunden haben, die sich auf folgende Themen beziehen:

- die Zuweisung des Gebietes
- die Auswirkungen auf die Beschäftigung
- die Zugänglichkeit des Gebietes und die Mobilität;
- die Auswirkungen auf die Landwirtschaft;
- die Belästigungen und Verschmutzungsrisiken;
- der Wasserhaushalt

Aufgrund der günstigen Stellungnahme unter Vorbehalten des Gemeinderates von Estaimpuis vom 18. Dezember 2003;

Aufgrund der Stellungnahme des Gemeinderates von Pecq vom 18. Dezember 2003, der sich gegen den Entwurf im Entlass der Regierung vom 18. September 2003 aber für den Entwurf, der ursprünglich vorgestellt worden ist (Nord-Süd Ausrichtung) ausspricht.

Aufgrund der günstigen Stellungnahme des Gemeinderates von Mouscron vom 19. Januar 2004;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme über die Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz und Mouscron-Comines zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes in Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) und Mouscron (Dottignies) der CRAT vom 26. März 2004;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme des Wallonischen Umweltrates für Nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Bestätigung der Verträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Beschluss vom 18. September 2003 festgehalten hat, dass die Verträglichkeitsprüfung alle zur Einschätzung der Notwendigkeit und der Angemessenheit des Entwurfes notwendigen Elemente enthält und sie deshalb als vollständig betrachtet hat;

In der Erwägung, dass sowohl CWEDD als auch CRAT denken, dass die Verträglichkeitsprüfung eine ausreichende Qualität aufweist, selbst wenn sie einige Mängel, Fehler oder Ungenauigkeiten bedauern, die jedoch nicht die Einschätzung des Entwurfes beeinträchtigen, da alle Elemente der für den Beschluss der Regierung notwendigen Sachverhalte zur Verfügung standen;

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung vollständig den Vorschriften von Artikel 42 des CWATUP und des Lastenheftes entspricht; dass die Regierung ausreichend informiert ist, um mit Sachkenntnis zu urteilen

Für den Bedarf angemessener Entwurf

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung darin besteht, kurzfristig den Bedarf an für die wirtschaftlichen Aktivitäten notwendigen zusätzlichen Raum bis zum Jahr 2010 zu erfüllen;

In der Erwägung, dass die Regierung auf der Grundlage des von der DGEE aufgestellten Berichtes und der entsprechenden Analyse in oben genanntem Erlass vom 18. Oktober 2002 der Meinung ist, dass das Gebiet der Interkommunalen für Prüfung und Verwaltung (IEG), das in vorliegendem Erlass als Einzugsgebiet betrachtet wird, laut der von der DGEE geführten Analyse für die nächsten 10 Jahre einen Bedarf an Grundstücken für die wirtschaftlichen Aktivitäten von 145 Nettofläche aufweist, zu denen Pauschal 10% Fläche für die technische Ausrüstung des Gebietes gezählt werden müssen, d.h. eine Fläche von 160 Hektar, die als Gewerbegebiet eingetragen werden muss.

In der Erwägung, dass der Erlass vom 18. Oktober 2002 auf der Betrachtung beruht, dass das Einzugsgebiet einen starken Druck auf die Grundstückspreise erlebt, vor allem auf die bleibenden landwirtschaftlichen Grundstücke, aufgrund der bestehenden sehr erheblichen Verstädterung; und dass dieser Druck nicht verstärkt werden darf, indem alle oben angeführten Bedürfnisse und die spezifischen Bedürfnisse, die mit der Nähe zur Metropole von Lille einhergehen, auf dem Einzugsgebiet erfüllt werden.

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung diese Analyse nicht in Frage gestellt hat: sowohl die Nachhaltigkeit der Abgrenzung des Bezugsgebietes als auch das Vorhandensein und die Ausweitung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse dieses Gebietes sind in dem von der Regierung definierten Zeitrahmen bestätigt worden;

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung die Option des Vorentwurfes des Abänderungsplans, in dem die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes von 31 Hektar vorgesehen ist, wovon 29 Hektar auf dem Gebiet der Gemeinde von Pecq und 2 auf dem Gebiet der Gemeinde von Estaimpuis, für begründet erklärt hat;

In der Erwägung, dass die Regierung deshalb diese Option per Erlass vom 18. September 2003 bestätigt hat;

In der Erwägung, dass sowohl die CRAT als auch der CWEDD, welche die Einwände der zahlreichen Beschwerdeführer aufnehmen, die Nachhaltigkeit des Entwurfes bezogen auf die konkreten bestehenden Bedürfnisse in Frage stellen; dass sie an erster Stelle die Abgrenzung des Einzugsgebietes in Frage stellen, wobei sie feststellen, dass das Gebiet als Gebiet der IEG definiert worden ist, während ein großer Teil des Entwurfes sich auf dem Gebiet der Gemeinde von Pecq befindet, in dem von IDETA verwalteten Gebiet, deren Bedürfnisse nicht bei der Prüfung berücksichtigt worden sind; dass sie ebenfalls erstaunt sind, dass die Bewertung lediglich durch einfachen Bezug auf die Verkaufszahlen der letzten acht Jahre erfolgt, während diese Zahlen vor allem durch die Tatsache beeinflusst waren, dass das Bezugsgebiet in den Genuss der Hilfen "Objektiv 1" und "Phasing out" gekommen war, die jetzt auslaufen; dass die Tatsache, dass das Gewerbegebiet von Pont-Bleu stark unbesetzt sei, ebenfalls unterstrichen wird; dass die CRAT ebenfalls hervorhebt, dass die Bewertungen nicht auf glaubwürdige Weise die Konversionsrate der Kaufoptionen in wirkliche Käufe berücksichtigt hat, während diese Rate aufgrund der Grenzlage dieses Gebiets besonders schwach ist;

In der Erwägung jedoch, dass, auch wenn die Abgrenzung des Einzugsgebietes künstlich erscheint, dies vor allem an der besonderen Lage von Mouscron an der Grenze zwischen Flandern und Frankreich, und sogar England an der Kreuzung des Eurokorridors Lille-Brüssel und Lille-London und in der Nähe der Eurokorridore Lille-Paris und Lille-Lüttich liegt; dass die Regierung diesen Vorteil ausnutzen will, um in einem Kontext des Wettbewerbs zwischen den Regionen ein weitreichendes Projekt zur Schaffung von Arbeitsplätzen zu fördern, das auf diesen Eigenschaften und auf die entsprechende Kapazität der Anziehungskraft beruht;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang, so wie der CWEDD dies selbst feststellt, der Bezug auf vergangene Umsetzungen zur Bewertung der sozialwirtschaftlichen Auswirkungen, welche der Entwurf haben könnte, auch wenn es eine interessante Angabe ist, nicht als einziger nachhaltiger Faktor betrachtet werden kann; dass es Sache der politischen Macht ist, die Achsen zu bestimmen, entsprechend der die Förderung der wirtschaftlichen Aktivität und die Beschäftigung in der Region gewährleistet werden soll;

In der Erwägung, dass die Kritiken, die gegen die Bewertungsmethode der Bedürfnisse, die vom DGEE und dem Autor der Verträglichkeitsprüfung angewandt wurden, nicht die Schlussfolgerungen in Frage zu stellen scheinen, laut der die aktuell für die wirtschaftlichen Aktivitäten zur Verfügung stehenden Räume innerhalb von fünf Jahren gesättigt sein werden; dass dieses Sättigungsphänomen bereits deutlich wird, da der Verkauf seit drei Jahren zurückgeht, trotz des Dopingeffektes, den die Vorteile der Hilfen der Programme "Objektiv 1" und "Phasing Out" haben müssten; dass in diesem Zusammenhang die Tatsache, dass noch Grundstücke im Gewerbegebiet von Pont-Bleu und Pont-Tunnel zur Verfügung stehen, nicht indikativ ist, da die wenigen Verkäufe, die hier zu verzeichnen waren, durch die Tatsache zu erklären sind, dass die Arbeiten, die den Zugang ermöglichen, noch nicht abgeschlossen sind; dass darüber hinaus gegenwärtig nichts die Behauptung zulässt, dass die Region nicht nach 2006 die europäischen Hilfen ausnutzen kann, da viele politische Erklärungen sich zugunsten einer Aufrechterhaltung dieser Hilfen zugunsten der Regionen, die unter dem europäischen Durchschnitt bleiben, ausgesprochen haben;

In der Erwägung, dass die Regierung deshalb denkt, den Entwurf aufrecht zu erhalten müssen.

Untersuchung der Ansiedlungsvarianten

In der Erwägung, dass laut Artikel 42, Absatz 2, 5° des Wallonischen Gesetzbuches und laut Sonderlastenheft die Verträglichkeitsprüfung auch nach Alternativen gesucht hat; dass diese Alternativen sich auf die Ansiedlung, die Abgrenzung oder die Umsetzung des in den Entwurf des Sektorenplans einzutragenden Gebietes beziehen können.

In der Erwägung, dass keine Ansiedlungsvariante vom Autor der Verträglichkeitsstudie hervorgehoben worden ist; dass, auch wenn einige Beschwerdeführer, die von der CRAT Unterstützung erhalten, entweder die Rehabilitierung der Industriebrachen oder die Verschiebung des Entwurfes in "geschädigtere" Zonen, wie Peruwelzis vorschlagen, diese Vorschläge nicht die Eigenschaften erfüllen, die es ermöglichen, die Ziele der Regierung zu erfüllen, das heißt:

- bimodaler Zugang Straße-Eisenbahn;
- Einhaltung der für den Umweltschutz empfindlichen Umkreise;
- Ausschluss der Natura 2000 Gebiete;
- Lage innerhalb des transregionalen Zusammenarbeitsgebietes von Lille;
- Integration in die Dynamik der Region Flandern;

Untersuchung der Abgrenzungs- und Umsetzungsvarianten

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung hervorgehoben hat, dass die vom Entwurfgebiet dargestellten Nachteile erheblich abgeschwächt werden können, wenn die Abgrenzung so verändert wird, dass sie, ohne erhebliche Reduzierung der Fläche, an einer Ost-West Achse entlang an der N51 ausgerichtet wird, so dass eine Verschiebung im Hinblick auf das geschützte Kanalgebiet entsteht; dass diese Abgrenzungsvariante eine ausgeglichene Zugänglichkeit ab Kreisverkehr ermöglichen würde; dass diese Vorteile die Belästigungsrisiken für die Gebäude im Süden des so abgegrenzten Gebietes ausgleichen würden;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Erlass vom 18. September 2003 sich diesem Vorschlag angeschlossen hat;

In der Erwägung, dass diese Option von mehreren Beschwerdeführern in Frage gestellt worden ist, die unter anderem geltend machen, dass die vorgeschlagene Abgrenzungsvariante sich noch mehr auf die Landwirtschaft auswirkt, indem sie sich auf homogene Landwirtschaftsgrundstücke von hoher Qualität ausweitet; dass der Gemeinderat von Pecq diese Beanstandungen unterstützt und vorschlägt, dass man auf die ursprüngliche Nord-Süd Option zurückkommt;

In der Erwägung, dass die Gründe, die zur Verschiebung des Gebietes vom Kanal geführt haben, weiter gültig bleiben, dass zur Vereinbarung dieser Interessen die beste Lösung also daraus besteht, auf die ursprüngliche Nord-Süd Option zurückzukommen, wobei jedoch eine Band von rund 250 Metern ab Kanal ausgeschlossen wird;

In der Erwägung, dass sich aus diesen Elementen ergibt, dass die beste Lösung, um die von der Regierung verfolgten Ziele zu erfüllen, darin besteht, das ursprüngliche Nord-Süd Projekt, das laut diesen Anweisungen verändert wurde, anzunehmen;

Berücksichtigung der allgemeinen Empfehlungen des Wallonischen Umweltrates für Nachhaltige Entwicklung (CWEDD)

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Bemerkungen über das Revisionsverfahren und allgemeine Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes abgegeben hat;

In der Erwägung, dass er an erster Stelle denkt, dass die Bewertung für die Umsetzung des vorrangigen Plans nur dann nachhaltig sein kann, wenn die Ansiedlung der Infrastrukturen mit einer neuen Verträglichkeitsprüfung für die Unternehmensgruppen einhergeht; dass er fordert, dass bei der Ansiedlung von Unternehmen eine Umweltbewertung pro Belegungsphase des Aktivitätsgebietes durchgeführt wird, damit eine globale Vision entstehen kann;

In der Erwägung, dass der CCUE, dessen Durchführung durch Artikel 31*bis* des CWATUP vorgeschrieben wird, eine Gültigkeitsdauer von höchstens 10 Jahren hat; dass mit seiner Erneuerung unbeingt eine neue Untersuchung der Lage notwendig wird und dass die Bestimmungen der praktischen Entwicklung und den zusätzlichen Angaben, die in der Zwischenzeit gesammelt worden sind, angepasst werden können; dass diese erneute Prüfung gegebenenfalls die Gelegenheit bietet, die Verfahren zur Zuweisung oder die Zuweisungsveränderung, die angebracht erscheinen, zu beginnen; dass dieses Verfahren es also ermöglicht, die vom CWEDD gemachten Vorschläge in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass der CWEDD ferner an seine Empfehlungen über die Beziehung zwischen Mobilität, Verkehr und Raumordnung erinnert; dass er sich über die Auferlegung über den CCUE der Durchführung eines Mobilitätsplans erfreut, mit dem die Benutzung der sanften Verkehrsmittel und des öffentlichen Verkehrs gefördert wird; dass er darauf drängt, dass die Fußgänger und Radfahrer in den neuen Gewerbegebieten geschützt werden;

In der Erwägung, dass dieser Vorschlag angebracht erscheint; dass vorgeschrieben werden muss, dass diese Sicherung zu den Zwängen des CCUE gehören;

In der Erwägung, dass ferner der Wunsch, dass die neuen Gewerbegebiete auch vom öffentlichen Verkehr bedient werden, nicht mit der von der Regierung geführten Politik im Widerspruch steht; dass das Netz der wallonischen TEC so organisiert ist, dass die wichtigen Orte des Gebietes, in denen Verkehr entsteht, bedient werden, und dass dieser Verkehr, vor allem ein Straßenverkehr, sich einfach der Entwicklung der Orte, die diesen Verkehrsstrom verursachen, anpassen kann, ohne erhebliche Investitionen; dass andererseits aufgrund der strukturellen Kosten die Eisenbahn nur für lange Strecken und hohe Volumen eine nachhaltige Lösung für das Mobilitätsproblem darstellt; dass für den meist individuellen Verkehrsbedarf der KMU, die sich in den zu schaffenden Gewerbegebieten ansiedeln werden, die Eisenbahn nur in Kombination mit anderen Verkehrsmitteln benutzt werden kann, die vor allem die Straße benutzen; dass deshalb die Intermodalität Eisenbahn-Straße, die in die vom CCUE auferlegten Mobilitätsplänen integriert wird, es ermöglicht, die vom CWEDD definierten Ziele der nachhaltigen Mobilität zu erfüllen;

#### Besondere Betrachtungen

In der Erwägung, dass ebenfalls folgende Sonderelemente berücksichtigt werden müssen:

##### — Zuweisung des Gebietes

Einige Beschwerdeführer wünschen, dass die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften und Dienstleistungen für die Bevölkerung verboten wird, um nicht die Geschäfte im Stadtzentrum von Pecq zu gefährden.

Diese Bedingung war schon in dem Entwurf, der Gegenstand der Untersuchung war, enthalten, da es nicht zur Neuausrichtung der Verstädterung beiträgt. Die angenommene Abgrenzungsveränderungen stellt diese Option nicht in Frage und die Bedingung kann also beibehalten werden.

##### — Auswirkungen auf die Beschäftigung

Einige Beschwerdeführer fragen sich, ob die Voraussichten über die Anzahl Arbeitsstellen, die im Entwurfgebiet geschaffen werden können, korrekt sind. Mehrere klagen die perversen Auswirkungen der Programme "Objektiv 1" und "Phasing Out" an, die ihrer Meinung nach, vor allem zur zeitweiligen Verlagerung der französischen oder flämischen Arbeitsstellen beitragen, um die damit verbundenen Steuervorteile zu nutzen, ohne wirkliche langfristige Aussichten.

Die CRAT greift diese Sorgen auf und schlägt die Vorschrift einer einschränkenden Klausel beim ersten Verkauf der Grundstücke auf, wobei der Investitionsvertrag mit der Schaffung einer gewissen Zahl Arbeitsplätze verbunden werden muss.

Die Regierung teilt diese Sorge. Sie hält jedoch fest, dass zu den Aufgaben der Betreiber, welche sich um die Verwaltung des Gewerbegebietes kümmern, auch die Erfüllung dieser Ziele gehören. Sie müssen darauf achten, dass diese Grundstücke den Unternehmen zur Verfügung gestellt werden, die die Schaffung von wirtschaftlichen Aktivitäten, die lange anhaltende Arbeitsstellen mit sich bringen, bevorzugen.

##### — Zugänglichkeit des Gebietes und Mobilität

Einige Beschwerdeführer machen auf die Frage der Mobilität aufmerksam und halten fest, dass der Zugang zum Gelände vor allem per Straße erfolgen wird.

Diese Sorge wird durch die Auferlegung durch Artikel 31*bis* neu des CWATUP gewährleistet, da gewisse Maßnahmen die Mobilität fördern sollen.

Andere Beschwerdeführer klagen die Monodalität des Gebietes an. Die CRAT hält fest, dass es sich ziemlich weit von den Plattformen von Courtrai und Dottignies befindet und dass keine Verbindung mit dem Eisenbahnnetz möglich ist. Sie stellt jedoch auch fest, dass die Nähe mit dem Gebiet von Pecq-Hérinees eine indirekte Möglichkeit des Flusszugangs darstellt.

Hier muss hinzugefügt werden, dass auch die multimodale Plattform von La Martinoire, zwar in Frankreich, aber in der Nähe des Entwurfgebietes, auch eine Möglichkeit darstellt.

Die Beschwerdeführer und die CRAT unterstreichen auch die unzureichenden bestehenden Infrastrukturen, wobei ein Teil von 1,5 Kilometern noch durchgeführt werden muss, um die Verbindung zwischen der Autobahn A17 und der N50, die auch sehr stark befahren ist, zu gewährleisten.

Diese Bemerkung muss mit der oben genannten Feststellung verglichen werden, dass das Gewerbegebiet von Pont-Bleu aufgrund der schwachen Zugänglichkeit gegenwärtig nicht belegt ist.

Es scheint also angebracht, dass vorgesehen wird, dass die Umsetzung des Gebietes unter der Bedingung erfolgt, dass vorher die Verbindung zwischen der A17 und der RN50 entsteht.

Für das Übrige müssen im CCUE die angemessenen Maßnahmen für eine gute Zugänglichkeit festgeschrieben werden.

##### — Auswirkungen auf die Landwirtschaft

Mehrere Beschwerdeführer klagen die Auswirkungen des Entwurfes auf die Landwirtschaft an, da landwirtschaftliche Böden von ausgezeichneter Qualität mobilisiert werden. Sie beschwerten sich ganz besonders über die Folgen der Umsetzung des Entwurfes auf vier Betriebe, von denen ein bedeutender Teil der Grundstücke enteignet werden würde. Die aktuelle Nitratsättigung der landwirtschaftlichen Böden wird unterstrichen. Durch den Verlust von landwirtschaftlichen Böden würde also auch eine Reduzierung der Zuchtaktivitäten sowie der entsprechenden Prämien verursacht.

Die CRAT bestätigt diese besonderen Auswirkungen. Sie ist der Meinung, dass die Verträglichkeitsprüfung sie minimisiert hat. Sie fordert, dass die betroffenen Landwirte ihre Böden solange bewirtschaften können, bis sie effektiv mobilisiert werden und dass Maßnahmen getroffen werden, um den betroffenen Landwirten bei der Neuorganisation ihrer Betriebe und bei der Suche nach Böden unter den bestmöglichen Umständen zu helfen. Der CWEDD fordert in seinen allgemeinen Feststellungen ebenfalls, dass die Landwirte bei der Umsetzung des Gewerbegebietes auf den von ihnen bewirtschafteten Böden unterstützt werden.

Der gesamte Prioritätsplan Gewerbegebiet wird zur Zuweisung in Gewerbegebieten von höchstens 1200 Hektar führen, wovon ein bedeutender Teil augenblicklich als Agrarzone eingetragen ist, rund 1,5 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche in der wallonischen Region (laut Angaben der DGA, 756.567 Hektar im Jahr 2002, das letzte Jahr für das Zahlen zur Verfügung stehen). Aufgrund der Zeit, die für die Umsetzung dieser neuen Zuweisung notwendig ist und aufgrund der verschiedenen von den CCUE auferlegten Phasen kann man davon ausgehen, dass die Abänderung der Zuweisung sich auf zehn Jahre erstrecken wird.

Der Verlust dieser Flächen kann deshalb nur eine nebensächliche Auswirkung auf die landwirtschaftlichen Aktivitäten auf regionaler Ebene haben.

An erster Stelle, unter Berücksichtigung der Erhöhung der landwirtschaftlichen Produktivität wird der Verlust von bebauten Flächen stark ausgeglichen: wenn Inter-Environnement-Wallonie und die CRAT angeben, dass der Verlust der landwirtschaftlichen Flächen zu einem Rückgang der Weizenproduktion von 7.800 Tonnen pro Jahr führt, kann man beobachten, dass die Produktivitätssteigerung (laut DGA ein durchschnittlicher Produktivitätsgewinn von 100 kg/ha/Jahr) so hoch ist, dass aufgrund der Anzahl Hektar, die für diesen Anbau in der Region vorgesehen sind (190.000) die Produktionssteigerung (190.000 Tonnen auf zehn Jahre) mehr als 2,5 Mal den angegebenen Verlust darstellen.

Wenn man eine negative Auswirkung gewisser Abänderungen des Sektorenplans auf besondere Betriebe fürchtet, müssen gleichzeitig auch die Agrarflächen in Betracht gezogen werden, die jedes Jahr Gegenstand einer Immobilienveränderung sind, d.h. 9.000 Hektar.

Wie oben gesagt werden durch die Umsetzung des Prioritätsplans Gewerbegebiete dem landwirtschaftlichen Betrieb rund 120 Hektar pro Jahr während 10 Jahren weggenommen. Der Ausgleich dieses Verlustes für die betroffenen Landwirte würde also nur 1,3 % aller Immobilienveränderungen von landwirtschaftlichem Boden darstellen, die sich in einen allgemeinen Kontext der Bodenreguppierung, die in großen Einheiten betrieben werden, eintragen.

Man kann also davon ausgehen, dass die von der Veränderung des Sektorenplans negativ beeinflussten Landwirte anderswo Böden finden können, um den Bedarf ihrer Betriebe zu erfüllen.

Selbst wenn sie vielleicht nicht die gleichen Eigenschaften wie die Ausnutzungsbequemlichkeiten aufweisen, können sie das Überleben unter annehmbaren Umständen einer großen Anzahl von Betrieben ermöglichen. Der Rest des entstandenen Schadens wird durch Enteignungsentschädigungen ausgeglichen.

In diesem Fall hat die Regierung in ihrem Erlass vom 18. Oktober 2002, die sich dieser Auswirkungen auf die Landwirtschaft bewusst war, schon festgehalten, dass dieser Entwurf sich insbesondere durch die marginale Bedeutung gegenüber den landwirtschaftlichen Nutzflächen im Bezugsgebiet durch die Anzahl geschaffener Arbeitsstellen und der entsprechenden wirtschaftlichen Entwicklung und der oben genannten Vorteile, rechtfertigt.

Es ergibt sich jedoch, dass der Rückgang auf die Abgrenzung Nord-Süd des Umkreises des Entwurfsgebietes, unter Ausschluss eines Streifens von rund 500 Metern ab Kanal, diese Nachteile erheblich senken lässt.

Für das Übrige werden im CCUE unter anderem durch die Organisation der Belegungsphasen des Gebietes die Maßnahmen definiert, die diese Auswirkungen so weit wie möglich einschränken. Als für die natürliche und menschliche Umwelt günstige Maßnahme muss eine Notiz enthalten sein, in der die Mittel detailliert sind, die den Landwirten zur Verfügung gestellt werden, deren Überlebensfähigkeit vom Entwurf bedroht ist.

#### — Belästigungen und Verschmutzungsrisiken

Mehrere Beschwerdeführer beklagen sich über die durch den Entwurf entstehenden Belästigungen. Neben den allgemeinen Betrachtungen über die Nachteile, die mit der Nachbarschaft eines industriellen Gewerbegebietes einhergehen, machen sie vor allem die Auswirkungen auf die Luftqualität, die bereits durch die Nähe der Metropole Lille und die in Mouscron und Espierres niedergelassenen Unternehmen beeinträchtigt wird, und die Auswirkungen auf die Landschaft vor allem auf den geschützten Kanal von Espierres und das Dorf von Petit Lannoy geltend.

Die CRAT hält fest, dass die Auswirkungen auf die Luftqualität eher marginal ist, da der Gehalt an Schwefeldioxid und Ozon unter den Normen bleiben wird.

Was die Auswirkungen auf die Landschaft betrifft wird die Neuausrichtung Nord-Süd der Abgrenzung bereits zur Einschränkung der Auswirkungen auf das Dorf Petit Lannoy beitragen, während die Ausschließung eines Streifens von rund 500 Metern zwischen dem Gebiet und dem Kanal die Auswirkungen auf den Kanal beschränken wird.

Für das Übrige werden im CCUE die für den Schutz der Aussicht des Dorfes und des Kanals notwendigen Maßnahmen festgehalten.

#### — Wasserhaushalt

Einige Beschwerdeführer unterstreichen die Auswirkungen des Entwurfes auf die Oberflächen- und Grundgewässer. Sie halten fest, dass das Gebiet sich in der Nähe einer Wasserentnahme befindet und fürchten, dass durch die Abdichtung der Böden die Probleme der Überschwemmung im Becken der Espierres noch verstärkt werden. Einige fordern die Entfernung des Sturmbeckens rechts von der RN50 unterhalb der Schleuse von Warcoing.

Durch die vom CCUE auferlegten Maßnahmen wird es möglich sein, den Schutz der Oberflächen- und Grundgewässer zu sichern.

#### Begleitmaßnahmen

In der Erwägung, dass Artikel 46, §1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorsieht, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebietes entweder mit der Neuzuweisung der nicht benutzten Gewerbegebiete oder mit der Annahme von günstigen Maßnahmen für den Umweltschutz oder mit einer Verbindung dieser beiden Begleitmaßnahmen einhergeht.

In der Erwägung, dass die Begleitmaßnahmen einerseits der Umweltqualität des Umkreises, welcher der Verstärkung gewidmet ist, und andererseits dem objektiven Beitrag dieser Begleitmaßnahmen entsprechen müssen.

In der Erwägung, dass die Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete ein wichtiger Teil der umweltgebundenen Begleitmaßnahmen darstellt;

In der Erwägung, dass die Regierung im Rahmen der Begleitmaßnahmen zur vorliegenden Revision des Sektorenplans die Neuzuweisung von gewissen verlassenen Gewerbegebieten vorsieht;

In der Erwägung, dass in der Bewertung des Verhältnisses zwischen den Begleitmaßnahmen und dem Entwurf der Eintragung eines neuen Gewerbegebietes es vernünftig ist, einerseits die unterschiedlichen Auswirkungen der Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete entsprechend ihrer Ansiedlung und ihrer Verseuchung und andererseits die Umweltauswirkungen der Schaffung eines neuen Gewerbegebietes, die je nach Eigenschaften und Situation anders sind, zu berücksichtigen; dass dementsprechend unter Einhaltung des Grundsatzes der Proportionalität eine schwere Rehabilitierung mehr Gewicht hat als die Rehabilitierung eines weniger verschmutzten Geländes, dass die Auswirkungen der umweltfreundlichen Maßnahmen entsprechend der zu erwartenden Folgen bewertet werden müssen und dass diese Maßnahmen wichtiger sein müssen als die Schaffung eines neuen Geländes, mit weniger Auswirkungen auf die Umwelt.

In der Erwägung, dass hier, da keine Elemente vorliegen, die eine objektive Bewertung der Faktoren zur vollständigen Einschätzung dieser Gewichte und Auswirkungen ermöglichen, die Regierung es für angebracht hält, um die Bestimmungen von Artikel 46, §1, Abs. 2, 3° des CWATUP einzuhalten in der Sorge, so weit dies vernünftigerweise möglich ist, die Neuzuweisung der verlassenen Gewerbegebiete zu fordern, eine strenge Auslegung dieses Textes anzunehmen und einen Schlüssel einzuhalten, der ungefähr einen Quadratmeter Neuzuweisung des verlassenen Gewerbegebietes mit einem Quadratmeter nicht besiedelbaren Raumes, der der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten wird, gleichsetzt (unter Abzug jedoch der bereits der wirtschaftlichen Aktivitäten zugewiesenen Flächen, die in nicht besiedelbaren Gebieten klassiert werden);

In der Erwägung, dass die in Artikel 46, §1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorgesehene Begleitung auf regionaler Ebene eingeschätzt werden kann; dass der vorliegende Entwurf sich in einen prioritären Plan einschreibt, der dazu dient, die gesamte Region mit neuen Flächen auszustatten, die der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, so dass der oben genannte Schlüssel also auf globale Weise angewandt werden kann, wobei der Ausgleich zwischen den verschiedenen Flächen aus nicht verstädterbaren Gebieten erfolgen kann, um wirtschaftliche Aktivitäten zu ermöglichen (unter Abzug der bereits der wirtschaftlichen Aktivität zugewiesenen Gebiete, die erneut in nicht verstädterbare Gebiete klassiert worden sind) einerseits und den gesamten Flächen der verlassenen Gewerbegebieten andererseits.

In der Erwägung jedoch, dass in der Sorge einer gerechten geographischen Aufteilung es angebracht erscheint, dass darauf geachtet werden muss, dass die neuen Räume, die vom Prioritätsplan der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, auf das gesamte Gebiet der Region verteilt sind, dass die verlassenen Gewerbegebiete auch gleichmäßig verteilt werden;

In der Erwägung, dass die Region, um dieses Ziel zu erfüllen, in fünf ausgeglichene und geographisch homogene Sektoren aufgeteilt worden ist; dass dieser Entwurf also für eine Projekteinheit gilt (Sambreville – Tamines, Namur – Rhisnes – Suarlée, Namur – Bouge – Champion, Chimay – Baileux, Namur – Malonne et Sambreville – Moignelée);

In der Erwägung, dass die Regierung als Begleitmaßnahmen die Neuzuweisung folgender Gelände vorsieht:

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Carrières et fours à chaux Deceuninck
— ANHEE	Usine à cuivre de Rosée
— BRAIVES	Moulin Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Laiterie des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Château Chaput
— COUVIN	Usines Donnay
— COUVIN	Brasserie St-Antoine
— COUVIN	Agence en douane de Brûly
— DINANT	Centre de Formation Patria
— DINANT	Lainière La Dinantaise
— DINANT	Filature de Bouvignes
— FERNELMONT	Fours électriques
— FLOREFFE	Glaceries St-Roch
— GEDINNE	Scierie Buchholtz
— GEMBLOUX	Coutellerie Pierrard
— GEMBLOUX	Coutellerie Chapelle Marion
— GEMBLOUX	Ateliers Colson
— HASTIERE	Gare d'Hastière
— MOMIGNIES	Scierie Degive
— NAMUR	Imprimerie AMP
— NAMUR	Scierie Humblet
— NAMUR	Etablissements Pâque
— NAMUR	Moulin A.C.B.I.
— NAMUR	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier des locomotives
— ROCHEFORT	Scierie Devillers
— VIROINVAL	Fours à chaux
— VIROINVAL	Fours à chaux de Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Carrière la Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papeteries de Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Abattoir
— BINCHE	Lavoir du Centre
— TUBIZE	Clabecq (sud)

die eine gleiche Fläche darstellen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der für den Umweltschutz günstigen Maßnahmen die CWEDD unterstreicht, dass Artikel 46, § 1 Absatz 2 3° des CWATUP es nicht ermöglicht, Schutzmaßnahmen einzuführen, die unter Anwendung entweder des CWATUP oder einer anderen gültigen Gesetzgebung auferlegt werden müssen; dass die Regierung jedoch unterstreichen will, dass sie im Sinne des Umweltschutzes neben der Umsetzung des Prioritätsplans, in dessen Rahmen der vorliegende Erlass sich einträgt, einen neuen Artikel 31*bis* des CWATUP eingeführt hat, der vorsieht, dass jedes neue Gewerbegebiet von einem CCUE begleitet werden muss, der die Übereinstimmung des Gebietes mit der Umwelt vorsieht;

In der Erwägung, dass die von diesem Artikel auferlegte Pflicht demnach mehr als erfüllt ist;

CCUE

In der Erwägung, dass kraft Artikel 31 des CWATUP ein CCUE vor der Umsetzung des Gewerbegebietes aufgestellt werden muss, entsprechend der Leitlinien des Ministerrundschreibens vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes ausgedrückt hat, insbesondere im Bereich der Wasserverwaltung, der Abfälle der Erdbewegungen, der Verfolgung der landwirtschaftlichen Nutzung, die von diesem Entwurf beeinflusst wird, der Mobilität und der Zugänglichkeit, der landschaftlichen Integration und der Integration in die Vegetation;

In der Erwägung, dass die Regierung diesen Empfehlungen vorgegriffen hat, zuerst durch Vorschlag an das Parlament, Artikel 31*bis* des CWATUP zu verabschieden, der ein CCUE vorsieht, und danach durch die Definition des Inhaltes dieses CCUE im Rundschreiben vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass gewisse Empfehlungen des CWEDD Präzisierungen beibringen, die angebracht erscheinen, entweder auf allgemeiner Ebene oder für den vorliegenden Entwurf, entsprechend der darin beschriebenen Eigenschaften; dass sie deshalb vom Autor des CCUE berücksichtigt werden müssen;

In der Erwägung dementsprechend, dass der CCUE auf jeden Fall folgende Elemente enthalten muss:

— Maßnahmen, die eine angemessene Behandlung der Gewässer ermöglichen, besonders der Abwässer;

— Maßnahmen zur Gewährleistung des Schutzes der Aussichten des Dorfs von Petit Lannoy und des geschützten Kanals von Espierres;

— eine Notiz, in den die Mittel detailliert werden, die den Landwirten zur Verfügung gestellt werden können, deren Lebensfähigkeit durch den Entwurf bedroht wird

— ein progressiver Belegungsplan des Gebietes, Sektor pro Sektor, wobei die aktuelle Belegung des Geländes durch die Betreiber berücksichtigt wird;

die Maßnahmen hinsichtlich der Mobilität im und außerhalb des Gebietes der Waren und Personen, einschließlich die Absicherung der Räume für Fußgänger und Radfahrer

Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass sich aus allen Entwicklungen ergibt, dass der vorliegende Entwurf am besten in der Lage ist, unter Einhaltung der im Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über Raumordnung, Städtebau und Kulturerbe, den Raumbedarf für die wirtschaftlichen Aktivitäten im betroffenen Bezugsgebiet zu erfüllen;

Nach Beratung

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz und Mouscron-Comines, der die Eintragung in das Gebiet der Gemeinden Pecq (Warcoing), d' Estaimpuis (Saint-Léger) und Mouscron (Dottignies) (Karte 37/2N):

— eines gemischten Gewerbegebietes vorsieht.

**Art. 2** - Die nachstehende Zusatzvorschrift (gekennzeichnet \* R 1.1) ist hinsichtlich der Zweckbestimmung des gemischten Gewerbegebietes, das durch vorliegenden Erlass in den Plan eingetragen wird, gültig:

«Die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften und Betrieben für Dienstleistungen an die Bevölkerung ist in dem mit \*R 1.1 gekennzeichneten Gewerbegebiet untersagt, außer wenn sie Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten ausüben».

**Art. 3** - Folgende Zusatzvorschrift ist für das durch vorliegenden Erlass eingetragene gemischte Gewerbegebiet gültig:

«Die Ansiedlung von Unternehmen in dem gemischten Gewerbegebiet kann nur genehmigt werden, wenn das Teilstück von 1,5 Kilometern, das die Verbindung zwischen der Autobahn A17 und der N50 gewährleistet, fertiggestellt ist».

**Art. 4** - Die Revision wird entsprechend des Plans in der Anlage verabschiedet.

**Art. 5** - Der CCUE, der laut Artikel 31*bis* des CWATUP aufgestellt wird, enthält auf jeden Fall folgende Elemente:

— Maßnahmen, die eine angemessene Behandlung der Gewässer ermöglichen, besonders der Abwässer;

— Maßnahmen zur Gewährleistung des Schutzes der Aussichten des Dorfs von Petit Lannoy und des geschützten Kanals von Espierres;

— eine Notiz, in den die Mittel detailliert werden, die den Landwirten zur Verfügung gestellt werden können, deren Lebensfähigkeit durch den Entwurf bedroht wird

— ein progressiver Belegungsplan des Gebietes, Sektor pro Sektor, wobei die aktuelle Belegung des Geländes durch die Betreiber berücksichtigt wird;

die Maßnahmen hinsichtlich der Mobilität im und außerhalb des Gebietes der Waren und Personen, einschließlich die Absicherung der Räume für Fußgänger und Radfahrer

**Art. 6** - Der Minister für Raumordnung ist mit der Umsetzung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, 22. April 2004.

Der Ministerpräsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister für Raumordnung, Städteplanung und Umwelt  
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 2004/27138]

**22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende definitieve goedkeuring van de herziening van de gewestplannen van Doornik-Leuze-Péruwelz en van Moeskroen-Komen met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte te Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) en Moeskroen (Dottenijs) (plaat 37/2N)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, o.a. artikelen 22, 23, 30, 35, 37, 41 tot 46 en 115;

Gelet op het Schéma de développement de l'espace régional (SDER) goedgekeurd door de Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1979 tot vaststelling van het gewestplan van Moeskroen-Komen, gewijzigd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 juli 1993 betreffende de inschrijving van een ambachtelijk gebied en het tracé van de N511;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juli 1981 tot vaststelling van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz, o.a. gewijzigd door de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990, 7 maart 1991 en 29 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 tot besluit van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz en tot goedkeuring van voorontwerp van wijziging van plan met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte te Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) en Moeskroen (Dottenijs) in de nabijheid van de bedrijfsruimte van Pont Bleu - IJzeren Bareel (plaat 37/2N);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot goedkeuring van het ontwerp van herziening van de gewestplannen van Doornik-Leuze-Péruwelz en van Moeskroen-Komen met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte te Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) en Moeskroen (Dottenijs) in de nabijheid van de bedrijfsruimte van Pont Bleu - IJzeren Bareel (plaat 37/2N);

Gelet op de klachten en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbare onderzoek dat werd gevoerd te Estaimpuis et te Pecq tussen 25 oktober en 8 december 2003 en te Moeskroen tussen 31 oktober 2003 en 15 december 2003, aangaande volgende thema's :

- bestemming van het gebied;
- impact op de werkgelegenheid;
- bereikbaarheid van de site en mobiliteit;
- impact op de landbouwfunctie;
- de overlast en risico's op vervuiling;
- het waterbeheer;

Gelet op het gunstige advies onder voorwaarden van de gemeenteraad van Estaimpuis van 18 december 2003;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Pecq van 18 december 2003, ongunstig over het ontwerp uit het besluit van de Regering van 18 september 2003, maar gunstig voor wat betreft het initieel voorgestelde ontwerp (noord-zuid oriëntering);

Gelet op het gunstige advies van de gemeenteraad van Moeskroen van 19 januari 2004;

Gelet op het ongunstige advies betreffende de herziening van de gewestplannen van Doornik-Leuze-Péruwelz en Moeskroen-Komen met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte van 32,8 ha, in uitbreiding van de bedrijfsruimte van Pont Bleu en IJzeren Bareel op het grondgebied van de gemeentes Pecq (Warcoing), Estaimpuis (Saint-Léger) en Moeskroen (Dottenijs), uitgevaardigd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening op 26 mars 2004;

Gelet op het ongunstige advies van de CWEDD Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (tegenhanger Vlaamse MiNa-raad) van 4 maart 2004;

Validatie van het milieueffectenrapport

Overwegende dat, in haar beslissing van 18 september 2003, de Regering heeft gemeend dat in het milieueffectenrapport alle elementen stonden die noodzakelijk waren voor de beoordeling van de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp, en heeft het dus als volledig beschouwd;

Overwegende dat de CWEDD en de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening menen dat de kwaliteit van de milieueffectenrapport bevredigend was, al betreuen ze sommige gebreken, fouten of onduidelijkheden die echter niet van die aard zijn om de beoordeling van het ontwerp ongeldig te maken, aangezien de Regering over alle noodzakelijke feitelijke elementen beschikte om tot een beslissing te komen;

Overwegende dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel 42 van het CWATUP en aan het lastenboek; dat de Regering voldoende is ingelicht om met kennis van zaken uitspraak te doen;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften en validatie van het ontwerp

Overwegende dat het de doelstelling van de Regering is, op korte termijn te voldoen aan de behoeften aan de geschatte nodige ruimte voor economische activiteit naar het jaar 2010 toe;

Overwegende dat, op basis van een door de DGEE (Direction générale de l'économie et de l'emploi) opgemaakt rapport en de analyse ervan, de Regering in haar besluit van 18 oktober 2002, heeft gemeend dat het grondgebied van de Intercommunale d'étude et de gestion (IEG), beschouwd als het referentiegebied in voorliggend besluit, na een door de DGEE gevoerde analyse, globaal genomen op 10 jaar een behoefte aan voor economische activiteit bestemde terreinen vertoont van ongeveer 145 hectare netto-oppervlakte, waarbij nog een forfaitaire 10% bijkomende oppervlakte noodzakelijk is voor de technische uitrusting van het gebied, dus een oppervlakte van ongeveer 160 hectare die als bedrijfsruimte moeten worden ingeschreven;

Overwegende dat het besluit van 18 oktober 2002 gebaseerd is op de beschouwing dat de huurgelden in het referentiegebied zeer hoog liggen, vooral voor de overblijvende landbouwgronden, wegens het belang van de bestaande bebouwing; en dat deze druk niet nog moet worden versterkt door te beantwoorden aan alle hiervoor geïdentificeerde behoeften en aan de specifieke behoeften die voortvloeien uit de nabijheid van de agglomeratie Rijsel, enkel op het referentiegebied;

Overwegende dat het milieueffectenrapport deze analyse niet in twijfel heeft getrokken : zowel de relevantie van de afbakening van het referentiegebied, als het bestaan van socio-economische behoeften in dit gebied, binnen het door de Regering bepaalde tijdsbestek, zijn bevestigd;

Overwegende dat het milieueffectenrapport meent dat de optie van het voorontwerp van wijzigingsplan gegrond is voor wat betreft de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte van 31 hectare, waarvan 29 op het grondgebied van de gemeente Pecq en 2 op het grondgebied van de gemeente Estaimpuis;

Overwegende dat de Regering dit dus heeft bevestigd in haar besluit van 18 september 2003;

Overwegende dat zowel de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening als de CWEDD, die de bezwaren van talrijke klagers overnemen, de relevantie van het ontwerp in verhouding tot de concrete bestaande behoeften in twijfel trekken; dat ze om te beginnen kritiek uiten op de afbakening van het referentiegebied, waarbij ze opmerken dat dit werd gedefinieerd als het grondgebied van de IEG, terwijl een groot deel van het ontwerpgebied op het grondgebied van de gemeente Pecq ligt, binnen het door de Intercommunale IDETA beheerde gebied, en waarvan de behoeftes tijdens de studies niet werden behandeld; dat ze er zich tevens over verwonderen dat de evaluatie is gebeurd via een simpele verwijzing naar de verkoopcijfers van de laatste acht jaar, terwijl deze cijfers sterk waren beïnvloed door het feit dat het referentiegebied kon genieten van de steunmaatregelen « Objectif 1 » en « Phasing out », welke op hun einde lopen; dat er gewezen wordt op het feit dat de bedrijfsruimte Pont-Bleu sterk onderbezet is; dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening er ook de aandacht op vestigt dat de evaluaties niet op een geloofwaardige manier rekening lijken te hebben gehouden met de omrekeningskoers van de verkoopsopties in reële verkoop, terwijl, gelet op het grenskaracter van het gebied, die koers bijzonder laag ligt;

Overwegende nochtans dat, indien de afbakening van het referentiegebied artificieel mag lijken, dit vooral te wijten is aan de bijzondere ligging van Moeskroen, aan de grens in Vlaanderen en Frankrijk, en zelf Engeland, op het kruispunt van de eurocorridors Rijsel-Brussel en Rijsel-Londen en vlakbij de eurocorridors Rijsel-Parijs en Rijsel-Luik; dat de Regering deze troef wil uitspelen en binnen een context van concurrentie tussen regio's een voluntaristisch project om jobs te scheppen wil promoten, dat steunt op die kenmerken en op de aantrekkingskracht die eruit voortvloeit;

Overwegende binnen dit perspectief dat, zoals de CWEDD het zelf aanhaalt, de verwijzing naar verwezenlijkingen uit het verleden om de socio-economische impact die het ontwerp zou kunnen hebben te beoordelen, indien ze een interessant gegeven is, niet de enige relevante factor mag zijn; dat het aan de politieke overheid is om te bepalen volgens welke assen ze de economische activiteit en de werkgelegenheid in de regio wil promoten;

Overwegende dat de kritiek die is geuit tegen de door de DGEE en de auteur van het milieueffectenrapport goedgekeurde evaluatiemethode van de behoeften niet van die aard lijkt om de conclusie in twijfel te trekken dat de momenteel beschikbare ruimtes voor economische activiteit binnen de vijf jaar zullen zijn verzadigd; dat dit verzadigingsfenomeen zich nu reeds laat gevoelen aangezien de verkoop nu al drie jaar daalt, ondanks het stimulerende effect die de steunprogramma's « objectif 1 » en « phasing out » hadden moeten hebben; dat het feit dat nog steeds terreinen beschikbaar zijn in de bedrijfsruimtes van Pont-Bleu en Pont-Tunnel niet veel betekent aangezien de lage verkoopcijfers op deze plaatsen te wijten zijn aan de werken om deze terreinen beter bereikbaar te maken; die zijn nog niet beëindigd; dat afgezien daarvan niets erop wijst dat de Europese steun waarvan de regio kan genieten na 2006 zal worden stopgezet, aangezien talrijke politici zich uitspreken voor het behoud van steunmaatregelen aan regio's die onder het Europese gemiddelde zitten;

Overwegende dat de Regering dan ook meent dat ze met haar ontwerp moet voortgaan;

Onderzoek van de alternatieve locaties

Overwegende dat, conform artikel 42, alinea 2, 5° van het Waalse Wetboek, en het speciale lastenboek, het milieueffectenrapport op zoek is gegaan naar alternatieven; dat die alternatieven kunnen slaan op de lokalisatie, de afbakening of de toepassing van het in het ontwerp van het gewestplan in te schrijven gebied;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport geen enkel alternatieve lokalisatie heeft voorgesteld; dat indien sommige klagers, die blijkbaar door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening worden gesteund, hetzij de sanering van industriële braakliggende terreinen suggereren, hetzij de verplaatsing van het ontwerp naar « meer getroffen » gebieden, zoals de streek van Peruwelz, deze voorstellen niet beantwoorden aan de kenmerken waardoor kan worden voldaan aan de doelstellingen van de Regering, nl. :

- bimodale bereikbaarheid via het spoor en de weg;
- vrijwaren van de gevoelige oppervlaktes voor de bescherming van het milieu;
- uitsluiting van Natura 2000 gebieden;
- ligging binnen het samenwerkingsgebied van Rijsel
- aanknopen met de dynamiek van het Vlaamse Gewest;

Onderzoek van de alternatieve afbakeningen en toepassingen

Overwegende anderzijds dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat de nadelen van het ontwerpgebied aanzienlijk kunnen worden verminderd indien de afbakening werd gewijzigd, zonder de oppervlakte ervan gevoelig te beperken, door ze te oriënteren volgens een oost-west as langs de N51, waardoor het gebied verder van het geklasseerde gebied langs het kanaal zou komen te liggen; dat dit afbakeningsalternatief vlotter bereikbaar zou zijn vanaf het rondpunt; dat deze voordelen opwegen tegen de hinder voor de gebouwen ten zuiden van het afgebakende gebied;

Overwegende dat de Regering, in haar besluit van 18 september 2003, achter deze suggestie staat;

Overwegende dat verschillende klagers deze optie in twijfel trekken; ze laten o.a. gelden dat dit afbakeningsalternatief de landbouwfunctie nog meer schade toebrengt, omdat homogene landbouwgrond van goede kwaliteit wordt ingenomen; dat de gemeenteraad van Pecq het eens is met deze klachten en voorstelt te opteren voor de initiële noord-zuid optie;

Overwegende dat de redenen om het gebied van het kanaal te verwijderen relevant blijven; dat om alle belangen te verzoenen de beste oplossing er dus lijkt in te bestaan om te opteren voor de initiële noord-zuid optie, waarbij een strook van ongeveer 250 meter vanaf het kanaal zou worden vrijgelaten;

Overwegende dat uit deze elementen blijkt dat de beste oplossing om aan de door de Regering nagestreefde doelstellingen te beantwoorden er dus in bestaat te opteren voor de initiële noord-zuid optie, aangepast volgens de aanwijzingen;

Rekening houden met de algemene aanbevelingen van de CWEDD

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene beschouwingen heeft geuit inzake de herzienings- en algemene aanbevelingsprocedure betreffende de eventuele toepassing van de ontwerpen;

Overwegende om te beginnen dat hij meent dat het evaluatiewerk voor de uitvoering van het prioritaire plan pas relevant zal zijn indien de inplanting van de structuren afhankelijk wordt gemaakt van een nieuwe evaluatie van de gevolgen eigen aan de bedrijvengroep; dat hij vraagt dat bij de vestiging van bedrijven, er een evaluatie van het milieu wordt uitgevoerd per bezettingsfase van de activiteitzone om een globale visie te hebben op de schaal ervan;

Overwegende dat het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu waarvan de uitvoering wordt opgelegd door artikel 31bis van het CWATUP, een maximale geldigheidsduur van tien jaar zal hebben; dat de hernieuwing ervan noodzakelijkerwijs een nieuw onderzoek van de situatie zal vergen en een aanpassing van de bepalingen zal mogelijk maken aan de evolutie die op het terrein zal zijn vastgesteld en aan de bijkomende gegevens die intussen zullen zijn verzameld; dat desgevallend van dit nieuwe onderzoek moet worden geprofiteerd om de gepaste procedures in gang te zetten om de bestemming te wijzigen of aan te passen; dat die procedure het dus mogelijk zal maken aan de door de CWEDD geformuleerde suggestie te voldoen;

Overwegende dat de CWEDD vervolgens zijn aanbevelingen over de relatie tussen mobiliteit, transport en ruimtelijke ordening herhaalt; dat hij verheugt is vast te stellen dat via het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, de uitvoering van een mobiliteitsplan wordt opgelegd, dat het mogelijk zal maken het gebruik van zachte vervoersmodi en openbaar vervoer aan te moedigen; dat hij erop aandringt dat het voetgangers- en fietsverkeer in de nieuwe bedrijfsruimtes wordt beveiligd;

Overwegende dat deze suggestie opportuun lijkt; dat dient opgelegd te worden dat die beveiliging deel uitmaakt van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende voor het overige dat de wens om de nieuwe bedrijfsruimtes te bedienen met het openbaar vervoer niet in tegenspraak is met het door de Regering gevoerde beleid; dat het netwerk van de TEC (Waalse vervoersmaatschappij) zodanig is georganiseerd dat de voornaamste plaatsen op het grondgebied die verkeer genereren bediend zijn, en aangezien het essentieel via de weg verloopt, is het zonder hoge investeringen, makkelijk aan te passen in functie van de evolutie van de plaatsen die de stromen genereren; dat anderzijds, gelet op zijn structurele kost, het spoor enkel een oplossing biedt voor de mobiliteitsproblemen als het om lange afstanden en grote volumes gaat; dat voor de meeste individuele transportbehoeften van de K.M.O.'s die zich in de nieuw aangelegde bedrijfsruimtes zullen vestigen, het spoor enkel zal kunnen worden gebruikt in combinatie met andere transportmiddelen, vooral via de weg; dat het dus via een intermodaliteit tussen spoor en weg is, die zal worden opgenomen in de door de Lastenboeken inzake stedenbouw en milieu opgelegde plannen, dat de door de CWEDD vooropgestelde duurzame doelstellingen inzake mobiliteit zullen kunnen worden gehaald;

#### Bijzondere overwegingen

Overwegende dat met volgende elementen rekening moet worden gehouden :

##### — Bestemming van het gebied

Klagers wensen dat de vestiging van kleinhandelaars en diensten aan de bevolking in het gebied verboden worden om de handelaars in het centrum van Pecq niet te benadelen.

Deze voorwaarde stond reeds in het ontwerp dat ter onderzoek werd voorgelegd aangezien het niet bijdraagt tot het herstel van het stadsweefsel. De wijziging van de goedgekeurde afbakening is niet van die aard om deze optie in twijfel te trekken en de voorwaarde moet dus worden behouden.

##### — Impact op de werkgelegenheid

Klagers stellen zich vragen over de juistheid van de voorspellingen inzake het aantal jobs dat het gebied zou kunnen scheppen. Meerdere onder hen klagen over de perverse gevolgen van de programma's « objectif 1 » en « Phasing out ». Volgens hen leidt dat vooral tot tijdelijke verplaatsing van Franse en Vlaamse werkgelegenheid om te kunnen profiteren van de daarmee verbonden fiscale voordelen, zonder perspectieven op lange termijn.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening maakt melding van die bezorgdheid en stelt voor bij de eerste verkoop een beperkingclausule op te leggen, waarbij het akkoord over de investering afhankelijk wordt gemaakt van een bepaald aantal arbeidsplaatsen.

De Regering deelt deze bezorgdheid. Ze wijst er nochtans op dat de opdracht van de operatoren die voor het beheer van de bedrijfsruimtes instaan, o.a. bestaat uit het realiseren van deze doelstellingen. Zij zullen erover moeten waken dat de terreinen ter beschikking van ondernemingen worden gesteld die economische activiteiten ontplooiën die jobs op lange termijn creëren.

##### — Bereikbaarheid van het gebied en mobiliteit

Meerdere klagers trekken de aandacht op de mobiliteitsproblemen en ze wijzen erop dat de site vooral via de weg bereikbaar is.

Het nieuwe artikel 31bis van het CWATUP houdt rekening met die bezorgdheid en legt maatregelen op die de mobiliteit moeten verbeteren.

Andere klagers protesteren ertegen dat de site monomodaal is. De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening merkt op dat hij tamelijk ver verwijderd ligt van de platformen van Kortrijk en Dottenijs en dat er geen enkele mogelijke verbinding met het spoorwegnet is. Ze voegt er toch aan toe dat de nabijheid van het gebied Pecq-Hérinnes een mogelijke onrechtstreekse toegang tot een waterweg vormt.

In dit verband kan ook het multimodale platform van La Martinoire worden vermeld. Het ligt weliswaar in Frankrijk maar toch nabij.

De klagers en de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening onderstrepen ook dat de bestaande infrastructuur ontoereikend zijn. Er ontbreekt nog 1,5 kilometer weg om de verbinding te maken tussen de autosnelweg A17 en de N50, die sowieso reeds verzadigd is.

Die slechte bereikbaarheid is trouwens een van de oorzaken van de huidige onderbezetting van de bedrijfsruimte Pont-Bleu.

Het lijkt dus nuttig de toepassing van het gebied afhankelijk te maken van de uitvoering van de verbinding tussen de A17 en de N50.

Voor het overige moet het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu passende maatregelen definiëren om de bereikbaarheid van de site te verbeteren.

##### — Impact op de landbouwfunctie

Meerdere klagers protesteren tegen de impact van het ontwerp op het landbouwfunctie omdat het gronden inneemt van uitstekende kwaliteit. Ze protesteren meer bepaald tegen de gevolgen van de toepassing van het ontwerp op vier bedrijven, waar een groot aantal gronden zal worden onteigend. Er wordt op gewezen dat de landbouwgronden momenteel het verzadigingspunt wat nitraten betreft hebben bereikt. Het verlies aan landbouwgronden zal dus logischerwijze leiden tot een beperking van de veeteeltactiviteiten en van de daarmee verbonden premies.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening bevestigt dit. Ze meent dat het milieueffectenrapport die impact heeft geminimaliseerd. Ze vraagt dat de bewuste landbouwers hun gronden kunnen blijven bewerken tot ze daadwerkelijk worden opgeëist en dat maatregelen moeten worden genomen om de bewuste landbouwers te helpen hun bedrijf te reorganiseren en in de best mogelijke omstandigheden gronden ter beschikking te krijgen. De CWEDD vraagt in zijn algemene beschouwingen eveneens dat de landbouwers zouden worden begeleid bij de toepassing van de bedrijfsruimte op de gronden die ze bebouwen.

Door het volledige prioritaire bedrijfsruimteplan zal een maximum van 1 200 hectare een bestemming als bedrijfsruimte krijgen, waarvan een aanzienlijk deel dat momenteel als landbouwgebied geklasseerd staat, nl. ongeveer 1,5 % van de nuttige landbouwoppervlakte in het Waalse Gewest (volgens de gegevens van het DGA (Direction Générale de l'Agriculture), 756.567 hectare in 2002, laatste jaar waarvoor cijfers bekend zijn). Gelet op de tijd die nodig is om die nieuwe bestemmingen uit te voeren en de door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu opgelegde fasering, kunnen we ervan uitgaan dat het proces ter wijziging van de bestemming over een tiental jaar zal worden gespreid.

Het verlies van die oppervlaktes kan op regionaal niveau dus maar een marginale impact hebben op het landbouwbedrijf.

Om te beginnen omdat het verlies van bebouwbare landbouwgrond ruim zal worden goedge maakt door een verhoging van de landbouwproductie : indien Inter-Environnement-Wallonie en de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening aangeven dat het verlies van landbouwgronden tot een daling van de graanproductie met jaarlijks ongeveer 7.800 ton zou leiden, dan kunnen we, gelet op het aantal in het Gewest bestemde hectares voor deze cultuur (190.000), opmerken dat de stijging van de productiviteit (volgens de DGA, gemiddelde productiviteitswinst van 100 KG/ha/jaar) van die aard zal zijn dat de productiestijging (190.000 ton over 10 jaar) 2,5 maal het aangeklaagde verlies zal bedragen.

Indien er tenslotte een negatief effect van sommige wijzigingen van het gewestplan te vrezzen valt voor private bedrijven, dan moet er parallel met het verlies van gronden die ze zullen lijden, de oppervlakte aan landbouwgronden die jaarlijks het voorwerp vormt van een vastgoedmutatie, tegenover worden geplaatst, nl. 9.000 hectare.

Zoals hierboven reeds aangegeven zou de toepassing van het prioritaire plan bedrijfsruimte het landbouwbedrijf over tien jaar jaarlijks ongeveer 120 hectare moeten onttrekken. De compensatie van die verliezen voor de betrokken landbouwers zal dus slechts 1,3% vertegenwoordigen van het jaarlijkse geheel van vastgoedmutaties van de landbouwgronden, welke zich trouwens inschrijven in een algemene context van hergroepering van geëxploiteerde gronden in bredere gehelen.

Bijgevolg kunnen we dus vooropstellen dat de door de wijziging van de gewestplannen getroffen landbouwers gronden zullen terugwinnen om te kunnen voldoen aan de behoeften van hun bedrijf.

Ook al zullen ze misschien niet dezelfde kenmerken vertonen inzake exploitatiegemak, toch moeten ze het een groot aantal bedrijven mogelijk maken in aanvaardbare omstandigheden te overleven. De aangerichte schade zal via onteigeningsvergoedingen worden gecompenseerd.

De Regering is zich bewust van de impact op de landbouwfunctie en had er in haar besluit van 18 oktober 2002 reeds op gewezen dat het gerechtvaardigd was, o.m.; door het marginale karakter ervan in vergelijking met de nuttige landbouwoppervlakte in het referentiegebied, in verhouding tot het aantal gecreëerde jobs en de economische ontwikkeling die resulteren uit de ligging en de reeds opgesomde voordelen.

Het blijkt nochtans dat de terugkeer naar de noord-zuid afbakening van de oppervlakte van het ontwerpgebied, met uitsluiting van een strook van ongeveer 500 meter vanaf het kanaal, van die aard is om de aangeklaagde nadelen gevoelig te beperken.

Voor het overige zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu gepaste maatregelen definiëren om de impact zoveel mogelijk te beperken, o.m.; via een georganiseerde fasering van de bezetting van het gebied. Als natuurlijke en menselijke maatregel zal er een gedetailleerde nota moeten instaan, waarin de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, zullen kunnen beschikken.

#### — Overlast en risico op vervuiling

Verscheidene klagers wijzen op de overlast die het ontwerp mogelijk zal veroorzaken. Naast de algemene nadelen die de omgeving van een industriële bedrijfsruimte veroorzaakt, wijzen ze niet alleen op de impact op de luchtkwaliteit, die reeds sterk is aangetast door de nabijgelegen Rijselse agglomeratie en de ondernemingen die te Moeskroon en Spiere zijn gevestigd, maar ook op de impact op het landschap, vooral dan op het kanaal van Spiere, een geklasseerde site, en het gehucht van Petit Lannoy.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening wijst erop dat de impact op de luchtkwaliteit marginaal zal zijn, aangezien de gehalten aan zwaveldioxide en ozon ver onder de normen liggen.

Wat de impact op het landschap betreft zal de heroriëntering noord-zuid van de afbakening van het gebied ertoe bijdragen dat de hinder voor het gehucht Petit Lannoy beperkt zal blijven en een strook van 500 meter tussen het ontwerpgebied en het kanaal zal de overlast voor het kanaal beperken. Voor het overige zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu passende maatregelen definiëren om een visuele bescherming van het gehucht en het dorp te verzekeren.

#### — Waterbeheer

Klagers onderstrepen de impact van het ontwerp op het oppervlakte- en het grondwater. Ze wijzen erop dat het gebied zich vlakbij een winningsgebied bevindt en vrezzen dat het waterdicht maken van de bodem de overstromingsproblemen in het bekken van de Spiere alleen maar zal verergeren. Sommige vragen de sluiting van het strombekken rechts van de N50, stroomafwaarts van de sluis van Warcoing.

De door het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu opgelegde maatregelen zullen voor een efficiënte bescherming van oppervlakte- en het grondwater zorgen.

#### Begeleidende maatregelen

Overwegende dat artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalt dat de inschrijving van een nieuwe bedrijfsruimte hetzij de bestemmingswijziging van de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte, hetzij de goedkeuring van andere maatregelen die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu, hetzij een combinatie van die twee begeleidingsmaatregelen inhoudt;

Overwegende dat de begeleidende maatregelen enerzijds moeten afhangen van de intrinsieke milieukwaliteit van de voor bebouwing bestemde oppervlakte en anderzijds van de objectieve inbreng van die begeleidingsmaatregelen;

Overwegende dat de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een van de belangrijkste begeleidingsmaatregelen blijft;

Overwegende dat de Regering, binnen het kader van de begeleidingsmaatregelen bij voorliggende herziening van het gewestplan, een aantal niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een nieuwe bestemming wil geven.

Overwegende dat, bij de evaluatie van de verhouding tussen begeleidingsmaatregelen en de inschrijvingsontwerpen van nieuwe bedrijfsruimtes, het redelijk is rekening te houden met enerzijds de gedifferentieerde impact van de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes volgens hun locatie en hun vervuiling, anderzijds met de impact op het milieu van de aanleg van een nieuwe bedrijfsruimte, die verschilt naargelang haar kenmerken en ligging; dat op die manier, mits eerbiediging van het proportionaliteitsprincipe, blijkt dat een zware renovatie meer moet wegen dan de renovatie van een minder vervuilde site, dat de impact van voor het milieu gunstige maatregelen moet worden ingeschat in functie van het effect dat men er redelijkerwijze mag van verwachten, en dat die maatregelen des te belangrijker moeten zijn, of minder, dan de aanleg van het nieuwe gebied met al dan niet aanzienlijke impact op zijn omgeving;

Overwegende dat, bij gebrek aan elementen die de factoren kunnen objectiveren, welke die lasten en de impact volledig kunnen beoordelen, de Regering het nuttig acht, zowel om de voorschriften van het artikel 46, §1, al. 2, 3° van het CWATUP zeker te eerbiedigen en in haar bekommernis om, zoveel als redelijkerwijs mogelijk is, de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes te promoten, een strikte interpretatie van de tekst goed te keuren, en een verdeelsleutel te hanteren die ongeveer overeenkomt met een m2 renovatie van een niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte voor een m2 niet bebouwbaar ruimte die voortaan is bestemd voor economische activiteit (met aftrok van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclassieerd zijn als niet te bebouwen gebied);

Overwegende dat de door artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalde begeleiding op regionaal vlak kan worden ingeschat; dat aangezien voorliggend ontwerp in het raam van een prioritair plan moet worden gezien dat het volledige Gewest wil voorzien van nieuwe ruimtes voor economische activiteit, de voormelde verdeelsleutel dus algemeen kan worden toegepast, waarbij de compensatie kan gebeuren tussen het geheel van oppervlaktes afgezonderd van gebieden die niet als te bebouwen gebied zijn opgenomen om voor economische activiteit te worden bestemd (met aftrok van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclassieerd zijn als niet te bebouwen gebied) enerzijds en het geheel van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes die een nieuwe bestemming hebben gekregen anderzijds;

Overwegende nochtans dat, ten einde een geografische verdeelgelijkheid na te streven, het nuttig lijkt, aangezien de nieuwe ruimtes die het prioritair plan bestemt voor economische activiteit verdeeld liggen over het hele Gewest, erover te waken dat de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes ook op een gelijke manier zijn verdeeld;

Overwegende dat, om die doelstelling na te streven, het Gewest in vijf evenwichtige en geografisch homogene sectoren werd verdeeld; dat het voorliggende ontwerp bij een geheel van ontwerpen werd gevoegd (Moeskroen, Doornik - Blandain - Marquain, Aat - Gellingen, Leuze-en-Hainaut en Doornik - Vaulx, Pecq - Hérinnes);

Overwegende dat als begeleidingsmaatregel, de Regering beslist er rekening mee te houden volgende sites een nieuwe bestemming te geven :

— ANTOING	Brouwerij Soufflet
— ANTOING	Kasteel van Kennelée
— ANTOING	Brouwerij Farvacque
— AAT	Suikerfabriek, en opslag
— AAT	Dakpannenfabriek, rue de Foucaumont
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Suikerfabriek
— AAT	Silo's van de Dender
— CHIEVRES	Entreprises Europe
— COMINES-WANETON	Brouwerij
— ESTAIMPUIS	Leerlooierij Poulet
— LESSEN	Flessenfabricage Amphabel Schott
— LESSEN	Groeven van Syndicat
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Motte
— LEUZE-EN-HAINAUT	Bioskoop "MAX"
— LEUZE-EN-HAINAUT	Fabriek Trenteseaux
— LEUZE-EN-HAINAUT	Etablissements Marcel Dubois
— MOUSCRON	Fabriek textile Sowatex
— PERUWELZ	Fabrieken Delhayé
— PERUWELZ	La Hersautoise
— DOORNIK	Drukkerij Casterman
— DOORNIK	Brouwerij St-Yves
— DOORNIK	Breigoed en Stomerij Jamart-Wattiez
— DOORNIK	Suikerfabriek van Barry
— DOORNIK	Breigoed Commenne
— DOORNIK	Steenbakkerij Lemaire
— SAINT-GHISLAIN	Carcoke
— BERGEN	Héribus
— LA LOUVIERE	Mestfabriek Safea
— BERGEN	Fosfaatkrijt

die een tenminste equivalente oppervlakte totaliseren;

Overwegende dat wat de maatregelen betreft die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu zoals het CWEDD heeft onderstreept, artikel 46, § 1, alinea 2, 3° van het CWATUP het niet mogelijk maakt er de beschermingsmaatregelen die zich opdringen in op te nemen, in toepassing van hetzij het CWATUP, hetzij van een andere van kracht zijnde reglementering; dat de Regering niettemin wil onderstrepen, dat om de bescherming van het milieu te verzekeren, zij parallel met de uitvoering van een prioritair plan binnen het kader waarvan voorliggend besluit kadert, een nieuw artikel 31bis van het CWATUP heeft goedgekeurd, met als voorschrift dat elke nieuwe bedrijfsruimte gepaard gaat met een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu dat de compatibiliteit van het gebied met haar omgeving waarborgt;

Overwegende dat op die manier meer dan voldoende is voldaan aan de door dit artikel opgelegde regel;

Lastenboek inzake stedenbouw en milieu

Overwegende dat in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, voorafgaand aan de toepassing van het gebied, een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal worden opgemaakt, dat de richtlijnen van de ministeriële omzendbrief van 29 januari 2004 zal naleven;

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene aanbevelingen heeft gedaan betreffende de eventuele implementatie van de ontwerpen, o.m. inzake beheer van water, lucht, afval, bodembewegingen, begeleiding van door het ontwerp getroffen landbouwbedrijven, mobiliteit en bereikbaarheid, integratie van landschap en begroeiing;

Overwegende dat de Regering die aanbevelingen ruim voor was, door om te beginnen in het Parlement de goedkeuring voor te stellen van artikel 31bis van het CWATUP, dat bepaalt dat de nieuwe bedrijfsruimtes het voorwerp zullen vormen van een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, en door vervolgens de inhoud van dit Lastenboek inzake stedenbouw en milieu te definiëren via een omzendbrief die zij op 29 januari 2004 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bepaalde door de CWEDD geformuleerde aanbevelingen verduidelijkingen aanbrengen die nuttig lijken, hetzij algemeen, hetzij voor voorliggend ontwerp, in functie van de net beschreven kenmerken; dat ze daarin zullen moeten worden opgenomen door de auteur van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende bijgevolg dat in het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu in elk geval de hierna opgesomde elementen zullen moeten staan;

— maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken;

— maatregelen om de visuele bescherming van het gehucht Petit Lannoy en de geklasseerde site van het kanaal van Spiere te beschermen;

— een nota waarin gedetailleerd de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, kunnen beschikken;

— een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector, rekening houdend met de huidige bezetting van de site door de uitbaters;

— maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer;

Besluit

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen blijkt dat het voorliggende ontwerp het meest geschikt is om, met eerbied voor de in artikel 1 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium opgesomde doelstellingen, te kunnen beantwoorden aan de behoefte aan ruimte bestemd voor economische activiteit, binnen het betroffen referentiegebied;

Na beraadslaging,

Op voorstel van de Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering keurt definitief de herziening van de gewestplannen Doornik-Leuze-Péruwelz en Moeskroen-Komen goed, die de inschrijving inhoudt, op het grondgebied van PECQ (Warcoing), ESTAIMPUIS (Saint-Léger) en Moeskroen (Dottenijs) in de nabijheid van de bedrijfsruimte van Pont Bleu - IJzeren Bareel (plaat 37/2N);

— van een gemengde bedrijfsruimte.

**Art. 2.** Het volgende bijkomende voorschrift, \*R 1.1, is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimte ingeschreven op het plan door voorliggend besluit :

« Kleinhandel en diensten aan de bevolking hebben geen toelating om zich te vestigen binnen het gebied \*R 1.1, behalve indien ze verbonden zijn met de binnen het gebied toegelaten activiteiten ».

**Art. 3.** Volgend bijkomend voorschrift is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimte ingeschreven in het plan door voorliggend besluit :

« De vestiging van ondernemingen in de gemengde bedrijfsruimte mag pas worden toegelaten wanneer het stuk weg van 1,5 kilometer die de verbinding zal vormen tussen de autosnelweg A17 en de N50 zal zijn opengesteld. »

**Art. 4.** De herziening is goedgekeurd conform het plan in bijlage.

**Art. 5.** In het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, opgesteld conform artikel 31bis van het CWATUP, staan in elk geval volgende elementen :

— maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken;

— maatregelen om de visuele bescherming van het gehucht Petit Lannoy en de geklasseerde site van het kanaal van Spiere te beschermen;

— een nota waarin gedetailleerd de middelen staan aangegeven waarover de landbouwers, van wie het voortbestaan van het bedrijf door het ontwerp is bedreigd, kunnen beschikken;

— een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector, rekening houdend met de huidige bezetting van de site door de uitbaters;

— maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer;

**Art. 6.** De Minister van ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,  
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.